

# Alternative Libertaire

MENSUEL D'ALTERNATIVE LIBERTAIRE - N°36 Octobre 1995 - 10 F



## **Folie nucléaire**

Il est fini le temps des colonies.  
Nous sommes tous des Polynésiens !  
Solidarité et mobilisation internationale !  
Pages 3-5

## **Rentrée sociale**

La rentrée s'annonce à haut risque pour le gouvernement Juppé, empêtré dans ses contradictions.  
Pages 6-9.

## **Ruesta**

Les temps forts de la rencontre internationale libertaire de cet été en Espagne. Une réunion riche en débats et perspectives.  
Pages 14-15.

# Pour une rentrée offensive

**I**l faut que tout change, pour que tout reste pareil. Qui mieux que le tandem Chirac-Juppé pourrait actuellement illustrer la maxime de di Lampedusa ?

Après avoir brassé pas mal d'air et beaucoup promis, les deux divas du RPR voient s'accumuler les premières déconvenues.

Du fiasco politique des essais nucléaires, à l'augmentation de la TVA, en passant par les projets de démantèlement des services publics, la fiction de l'élection présidentielle laisse la place aux réalités édifiantes d'une politique libérale-conservatrice multipliant les provocations.

Le gouvernement exalte les vertus de la déréglementation et du désengagement et dit vouloir limiter les déficits publics, ce qui ne l'empêche pas de trouver 7 milliards de

francs pour effectuer les essais nucléaires ou encore voler au secours de la firme Eurotunnel dans un bel élan interventionniste.

Les syndicats semblent avoir enfin pris la mesure des menaces puisqu'une grève générale est en préparation pour la mi-octobre et que les cheminots et les salarié(e)s de France télécom n'ont pas l'intention de laisser le pouvoir privatiser et démanteler leurs établissements de service public.

Mais il faudra plus qu'une grève d'avertissement pour contrer les coups de forces de la droite.

L'offensive à mener pour urgente qu'elle soit, ne peut se réduire à une dimension purement catégorielle.

Elle est idéologique et politique.

Contre les vrais privilè-

ges des Madelin, Juppé et autres adeptes de la gauche caviar qui pour avoir été au moins une fois ministres touchent des rentes de situation ou encore contre les prébendes des patrons qui se distribuent entre eux les jetons de conseils d'administration et nous demandent de travailler plus pour des salaires au rabais.

Pour la construction d'une gauche sociale confédérée luttant sans a priori corporatiste, pour la défense mais aussi l'extension ainsi que l'autogestion des services publics et de la protection sociale, l'égalité hommes-femmes, les 32h sans réduction de salaire et la redistribution des richesses, le droit au logement, et une citoyenneté ouverte aux immigrés.

Alternative libertaire  
le 18 septembre 1995

## Qui sommes-nous ?

Alternative libertaire se situe dans la continuité du mouvement libertaire ouvrier international dont nous reprenons les idées-forces sans rejeter les acquis positifs des autres courants. Nous luttons pour la redistribution des richesses, une égalité réelle entre hommes et femmes pour construire une société autogestionnaire sans Etat et sans classes basée sur une production motivée par les seuls besoins, le pluralisme et la démocratie directe.

Pour mener ce combat, nous construisons une organisation révolutionnaire autogérée, implantée parmi les travailleurs, dans la jeunesse et active dans les mouvements sociaux.

Nous voulons contribuer à une renaissance du combat révolutionnaire et anti-autoritaire de masse, une refondation du socialisme à l'horizon du XXI<sup>e</sup> siècle. Pour atteindre ce but, notre stratégie politique repose sur une dialectique entre deux niveaux d'expression et d'organisation distincts et complémentaires :

- l'organisation et le développement d'un nouveau courant libertaire "lutte de classe" ;
- l'émergence d'un vaste mouvement anticapitaliste et autogestionnaire, où le nouveau courant libertaire s'intégrerait sans disparaître.

## Où nous contacter ?

Vous pouvez vous adresser directement aux groupes (cf adresses en dernière page) ou sinon écrire au journal :  
Alternative libertaire - BP 177 - 75967 Paris cedex 20.

30 septembre  
contre les essais

## Solidarité avec les Polynésiens

Le samedi 30 septembre aura lieu dans toute la France une journée de manifestations contre la reprise des essais nucléaires dans le cadre de la mobilisation internationale actuelle.

Cette mobilisation est appelée par les 143 organisations qui composent la coordination Assez d'essais nucléaires.

Par ailleurs des associations polynésiennes en exil ainsi que des militant(e)s venus de Papeete prendront part à la manif parisienne.

Rendez-vous pour la région parisienne à 15 heures place de la République. Les militant(e)s d'Alternative libertaire participeront bien sûr à ces initiatives, notamment à Paris. Vous pourrez les retrouver dès 14h45, à l'angle de la place de la République et de la rue du Temple, où ils/elles formeront un cortège.

Nous vous attendons donc nombreux(ses).



# Colonialisme Contre les essais nucléaires

*Le 1er septembre a marqué le début de la campagne d'essais nucléaires français en Polynésie. Si la mobilisation internationale se poursuit, elle reste encore modeste, à l'image de la France, ce qui ne saurait suffire pour faire céder le gouvernement.*

**R**arement l'Etat français n'a été aussi isolé qu'actuellement sur la scène internationale. Le gouvernement a sous-estimé les conséquences de sa décision, ignorant jusqu'à l'effet de son annonce effectuée à quelques semaines du cinquantième anniversaire des bombardements nucléaires de Hiroshima et Nagasaki.

Chirac a beau jeu d'invoquer la défense européenne. Une «stratégie» qui n'a du reste fait l'objet d'aucune concertation avec les Etats européens en question.

Ce diktat flattant le sentiment nationaliste doit aussi beaucoup aux pressions efficaces du complexe militaro-industriel dont la branche nucléaire (angoissée pour son avenir depuis l'effondrement du bloc de l'Est) sera le principal bénéficiaire de ce programme. Rappelons par ailleurs que la France est devenue récemment le premier vendeur d'armes aux pays du tiers-monde.

La France rejoint donc la Chine, seul pays à poursuivre un programme d'essais nucléaires après le moratoire décidé par les grandes puissances en 1992.

Depuis quelques semaines une partie des médias français prend la défense de Chirac et essaie de discréditer les opposants en caricaturant leurs arguments et en voulant jeter la suspicion sur leurs motivations politiques.

Pour essayer de désamorcer le mécontentement, Chirac a annoncé en août que son programme d'essais actuel sera le dernier et qu'ensuite, il signera avec les autres grandes puissances un traité pour l'arrêt définitif des essais nucléaires.

Mais ces manœuvres ont pour l'instant peu d'influence sur la population qui rejette majoritairement son diktat.

La revue écologiste *Observer* publie dans son numéro de septembre une enquête qui montre que 63 % des Français se déclarent contre les essais nucléaires.

De même, les sondages sont très mauvais pour Chirac.

Jamais un président français n'a connu telle chute de popularité en cent jours de pouvoir.

## Hirochirac, non merci !

La mobilisation internationale est restée importante durant toute la période estivale.

Nos regards se portent d'abord en direction de la Polynésie, puisque les essais doivent se poursuivre sur les atolls de Mururoa et Fangataufa. Une quinzaine d'organisations polynésiennes ont créé en juin un comité, le Te ihitai no te hau (la flotte pour la paix) qui coordonne la plupart des actions sur place.

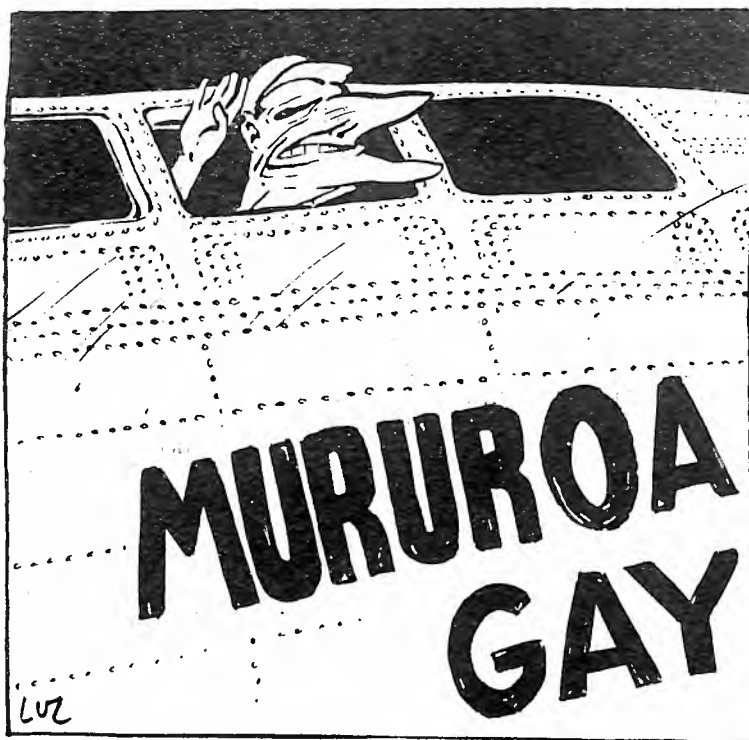
Le Parti indépendantiste d'Oscar Temaru, mais aussi le syndicat indépendantiste, les églises et bien sûr Greenpeace sont les forces les plus influentes de ce comité. Manifestations, constitutions de barrages empêchant l'accès à la ville

de Papeete, soutien aux actions menées en mer par Greenpeace ont marqué la mobilisation sans oublier la coordination qui se poursuit avec d'autres mouvements antinucléaires du Pacifique Sud.

Plusieurs questions se posent actuellement pour élargir la mobilisation : la Chine et le boycott international.

En France, plusieurs organisations - trop peu nombreuses - comprennent que c'est une erreur de condamner l'Etat français sans dire un mot sur les essais chinois. Du reste, le gouvernement français a su bien utiliser cette faille dans le discours des antinucléaires. Greenpeace s'est distingué en août en essayant d'organiser une action spectaculaire en Chine. Mais l'expression des opposants aux essais a été faible dans ce domaine.

Autre problème, le boycott. Les Etats du Pacifique Sud, mais aussi les mouvements antinucléaires et pacifistes d'Allemagne et de Scandinavie sont les



fers de lance du mouvement de boycott international contre la politique de l'Etat français.

En France, la CGT, d'habitude très nationaliste, a déclaré qu'elle comprenait le mouvement de boycott actuel. Greenpeace France est pour un boycott sélectif, là où Greenpeace Allemagne est pour un boycott total.

Le but du boycott économique est de pousser le patronat français en général et les patrons du secteur agroalimentaire en particulier à faire pression sur le gouvernement. Mais pour être efficace, il faut qu'il soit total et relayé par presque tous les peuples de la planète. Car l'existence d'un marché international, donne la possibilité au patronat et à l'Etat français de redéployer son commerce. En France, le gouvernement, dont la politique d'essais n'est soutenue que par la droite et le Front national, essaye de flatter le repli nationaliste face aux menaces de boycott.

Pour faire céder Chirac, il est aujourd'hui nécessaire d'amplifier la mobilisation internationale des forces associatives, syndicales et politiques contre la reprise des essais français mais aussi contre les essais chinois. Boycott, mais aussi pétitions (plus de trois millions de signatures à ce jour), manifestations...

Sachant que le pouvoir ne cédera qu'en cas de crise politique grave. Pour cela, il faudrait déjà que des centaines de milliers de personnes descendent dans les rues. On en est loin.

Les journées de mobilisations nationales se multiplient. A chaque fois (20 juin, 1er juillet, 6 août, 7 et 11 septembre) ce sont des milliers de personnes qui sont descendues dans la rue.

Le 1er septembre, jour fixé par Chirac pour débiter le programme d'essais, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées, place de la Concorde à Paris, à l'appel de Greenpeace pour remettre à Chirac les trois millions de pétitions.

Le gouvernement a interdit ce rassemblement et 260 manifestant(e)s ont été arrêté(e)s par la police.

Le 23 septembre a lieu dans le monde entier une journée de mobilisations contre les essais.

Le 30 septembre, la coordination Assez d'essais nucléaires initiée par Greenpeace (où se retrouvent 143 organisations dont SOS Tahiti, la CGT, le Mouvement de la paix, Alternative libertaire, les Verts, la Parti communiste, la Ligue communiste révolutionnaire) appellent à une grande journée de mobilisation dans tout le pays et organisent une manifestation à Paris.

De tous les syndicats la CGT est la plus impliquée, mais elle n'est pas la seule. La Fédération syndicale unitaire (FSU, majoritaire dans l'enseignement), certains syndicats dirigés par la gauche syndicale de la CFDT et SUD-PTT sont aussi présents.

Il ne faut pas oublier la Confédéra-

tion paysanne pour qui ces essais sont une insulte aux paysans, aux chômeurs et exclus. Un de ces dirigeants a participé à la flotille de Greenpeace dans le Pacifique Sud.

Enfin, il faut parler du travail remarquable qu'effectue l'association antinucléaire et anticolonialiste SOS Tahiti (proche de l'extrême gauche animée par des libertaires, écologistes et quelques maoïstes). Petite mais reconnue dans le mouvement contre les essais, SOS Tahiti va plus loin que le simple message pacifiste, elle s'oppose à la militarisation de la société française et s'efforce de renforcer la solidarité internationale avec le peuple polynésien colonisé et méprisé par l'empire français.

**LES ESSAIS NUCLEAIRES SONT-ILS DANGEREUX ?**



## Les limites de la mobilisation

La mobilisation actuelle ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt.

Les manifestations parisiennes n'ont jamais rassemblé plus de 6 000 personnes. Dans les autres villes, on atteint le plus souvent quelques centaines et plus rarement un millier de personnes.

De plus, Greenpeace et le Parti communiste, donnent de plus en plus dans la surenchère.

Au lieu de se concerter avec les autres organisations pour mobiliser plus de monde, ces deux organisations jouent à celui qui convoquera le plus grand nombre de manifestations et de caméras de télévisions entre deux essais, ce qui ne peut qu'essouffler toutes celles et ceux qui veulent faire reculer Chirac. D'autres organisations telles la LCR mettent surtout l'accent sur l'opposition à la politique du gouvernement Chirac et la nécessité de faire progresser la recomposition à gauche (cf. tract diffusé le 11 septembre à Paris). Le résultat semble assez peu

compter, ce qui prime avant tout est la construction de sa propre boutique.

L'écrasante majorité des organisations composant la coordination Assez d'essais nucléaires est en revanche bien plus silencieuse sur le sort réservé aux jeunes chômeurs partie prenante des émeutes consécutives au premier essai nucléaire français et au trou pour quatre mois. Motus sur le sort des syndicalistes de A Tia I Mua. Les dirigeants de cette confédération polynésienne jetés à la vindicte des petits commerçants et patrons de Papeete sont accusés par le gouvernement français d'avoir fomenté les émeutes.

Face à la répression, les grands partis se taisent et laissent le pouvoir colonial provoquer, s'exprimer et contraindre impunément, là où il faut exprimer notre solidarité anticolonialiste avec une grande détermination.

Enfin, il faudrait s'interroger sur le décalage extraordinaire entre des sondages d'opinion désavouant massivement Chirac et la faiblesse de la mobilisation actuelle en France.

Il faut dire que ce ne sont pas les manifestations antinucléaires actuelles qui peuvent céder Chirac. Loin s'en faut. Chirac ne craint que la mobilisation sociale.

La priorité est aujourd'hui de convaincre les jeunes aujourd'hui majoritairement sans perspective professionnelle tangible, les chômeurs et les travailleurs dont les conditions de vie et le pouvoir d'achat se dégradent qu'il faut faire cesser ces essais (qui vont coûter 7 milliards de francs) mais aussi réduire les dépenses militaires qui se font au détriment des investissements économiquement, socialement et écologiquement utiles.

A force de renoncer à ces combats, les mobilisations actuelles risquent d'accoucher d'un gadget.

**Laurent Esquerre**

(1) Observez c/o Information plus, BP 311, 47008 Agen, France.

Par ailleurs, nous disions dans le n°35 qu'en 1970, Mitterrand avait promis aux Polynésiens de les aider à «à faire disparaître les dernières traces du pacte colonial». C'était en fait en 1990.



# Solidarités

## Des poissons du lagon aux moutons du Larzac

*Au mois d'août, des paysans du plateau du Larzac s'embarquaient pour la Polynésie, afin de participer aux côtés des Polynésiens à la protestation internationale contre la reprise des essais nucléaires décidée par Chirac. Dans ce texte, ils livrent leurs réflexions.*

**N**ous sommes venus à Tahiti comme citoyens français soutenir les mouvements, partis politiques, syndicats, églises s'opposant à la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique comme dans d'autres régions du monde. En trois semaines d'écoute et de présence actives à diverses manifestations, nous avons beaucoup appris. Nous regrettons que monsieur Flossen n'ait pas daigné répondre à notre demande d'entretien.

Pendant ce séjour et compte tenu des enjeux politiques et humains que crée la reprise des essais nucléaires, nous avons sans cesse invité les différentes parties à s'unir. Pas plus que Te ihitai no te hau (la flottille pour la paix) quelques temps avant, nous n'avons su le faire.

Unitairement et en respectant scrupuleusement les objectifs des organisations, nous avons participé aux marches de l'Eglise évangélique et du Tavini Huiraatira'a, aux actions des groupes composant Te ihitai no te hau, pendant que deux d'entre nous participaient aux actions des bateaux Rainbow Warrior et Lélitka.

Après l'explosion de la première bombe, à notre seule initiative, nous sommes allés manifester au Centre d'information presse de l'armée à Papeete. Après une conférence de presse improvisée pour dénoncer ce crime contre l'humanité qu'est la reprise des essais nucléaires, la police appelée pour nous évacuer, sans violence, nous a transportés au commissariat. Le compte-rendu qui en a été fait par Radio France Outre-mer (RFO) montrant à la télé deux personnes baissant leur pantalon tout en faisant une allusion rapide de l'action des représentants du Larzac, est un mensonge et une manipulation de l'opinion publique. Les journalistes qui se sont prêtés à de telles ignominies discréditent leur profession.

Des violences qui se sont produites les 6 et 7 septembre, nous faisons l'analyse suivante: En montrant à la télé l'explosion de la bombe au sein du lagon, les Tahitiens en ont ressenti une immense douleur.

Pourquoi avoir déclenché cet essai

nucléaire la veille d'une grève syndicale, elle annoncée une semaine avant.

Sans approuver la violence qui a eu lieu à l'aéroport, l'Etat français dans la situation que l'on vient de vivre, a porté un tel outrage au peuple polynésien qu'il était difficile d'imaginer que les événements se passent autrement.

Ainsi, après les Jeux du Pacifique Sud et sachant que les essais nucléaires étaient imminents, le Haut-commissaire a laissé repartir en France les forces de l'ordre. Manquant de force et au-delà de l'aéroport, les bâtiments principalement protégés ont été ceux du gouvernement local, de RFO et non pas les commerces et les services de Papeete.

Ce déferlement, expression d'un ras-le-bol des jeunes, de nuit sur la ville, est le résultat du mépris accumulé par le peuple maori depuis la création du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) et par-là, de 30 ans de développement inégal.

L'exode massif de ces gens de peu déracinés qui se retrouvent au chômage, sont à 72% rejetés dans les bidonvilles de Faa'a, autour de l'aéroport justement. On a baillonné, frustré (la corne d'abondance financière du CEP a surtout servi, durant 30 ans, à enrichir 10% de la population, quelque 20% ont reçu des miettes), humilié ce peuple qui est ici chez lui.

Ce pays fonctionne d'un côté par des pratiques mafieuses de trop de responsables des pouvoirs politiques et économiques quand par ces mêmes responsables est organisé le mépris, le mensonge, la désinformation, la destruction de la culture et de la vie sociale du peuple maori.

La répression et les condamnations pénales ne résoudront pas le mal fait par des pratiques coloniales dépassées. Continuer de spolier ce peuple ne peut que contribuer à la prise d'otage et au développement d'un sentiment antifrançais quand les fonctionnaires territoriaux bénéficient de rémunérations beaucoup plus élevées que le secteur privé.

Dans l'immédiat et peut-être pour longtemps encore, l'expression sociale et culturelle va poursuivre sa fracture. C'est

pourquoi nous demandons l'arrêt immédiat et définitif des essais nucléaires, menaces pour la paix et l'environnement, et la levée du top secret-défense sur la nature des décès et maladies de Polynésiens ayant travaillé sur les sites de Moruroa et Fangataufa.

Les inconnues auxquelles se trouve confronté le Territoire sont nombreuses :

- une crise de légitimité de la classe politique qui a exploité les avantages de l'autonomie à son seul bénéfice ;

- une crise sociale qui s'approfondit avec la poursuite de l'urbanisation et de l'exode rural frappant tous ceux qui ne gravitent pas autour de l'administration et des services ;

- une crise d'identité de la majorité des Polynésiens qui ont perdu leurs repères et constatent la vanité de leurs efforts pour se raccrocher aux nouvelles valeurs dont on leur vanté les mérites (voir *Tahiti après la bombe*, Jean Chesnaux, Ed: L'Harmattan).

La paix, aujourd'hui, ne peut s'établir que sur le droit des peuples à définir leur avenir et à choisir leurs dépendances, dans le respect des personnes, de leur culture et sur la préservation de l'environnement pour les générations futures.

Fait à Papeete, le 9 septembre 1995.

Les paysans du Larzac,  
la communauté de l'Arche  
et Stop essais



## Acquis sociaux

## La peau de chagrin

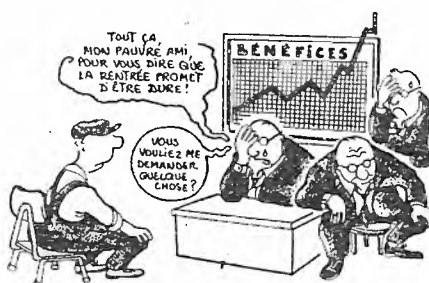
**Le 24 août, Madelin lançait sur Europe 1 une bombe sociale : il fallait selon lui remettre en cause les acquis sociaux, c'est-à-dire le RMI, les prestations sociales et la retraite des fonctionnaires. Regard et analyse sur une «vraie-fausse gaffe».**

Madelin a conservé de ses années militantes au groupuscule d'extrême droite Occident un tempérament de fonceur. De l'aveu même de certaines personnalités de droite, en remettant en cause les acquis sociaux il ne fit qu'exprimer tout haut ce que beaucoup d'entre elles pensent tout bas. En s'exprimant à dix jours de la rencontre entre le gouvernement et les organisations syndicales et au bout des cent premiers jours du gouvernement, on peut se poser la question de savoir si, loin de constituer une «gaffe», ces propos n'avaient pas plutôt pour but de tester la résolution du gouvernement tout en l'amenant à découvrir ses projets véritables. Car la composition de celui-ci tient du mariage de la carpe et du lapin : tout en restant foncièrement libéral, il adhère à une logique étatiste de régulation et de progression vers l'unification européenne avec le moins de remous sociaux possibles.

Tel n'est pas le point de vue de Madelin : à défaut de profiter d'un état de grâce qui n'a jamais existé, la période estivale lui semblait la plus propice à ce qu'il appelle des «réformes de structure» qui ont pour objet notamment le SMIC, le RMI, les retraites et les emplois publics. Alors, divergences de rythme ou de fond avec le gouvernement ? Les deux. De rythmes, parce qu'assurément le «syndrome CIP» - quand ce n'est pas celui de Malik Oussekine, encore présent dans beaucoup de consciences - marque la forme des prises des décisions gouvernementales. La culture étatiste inclinant naturellement à euphémiser les divergences, c'est sur cet aspect des choses qu'insiste le gouvernement Juppé. Celui-ci l'a rappelé, qui a promis un changement «dans la continuité» et «l'harmonie», privilégiant le «souci de la pédagogie» contre «l'improvisation». Nous voilà prévenus : toute agitation sociale ne relèvera que d'une incompréhension, voire d'une erreur de communication.

Mais de fond également. Le programme de Chirac contient deux exigences contradictoires : une, étatiste et se revendiquant de la «justice sociale», et personnifiée par Seguin ; l'autre, libérale

et prônant la priorité à la réduction des déficits publics, incarnée par Madelin. De là une image floue qui, dans l'opinion, se traduit par le plus bas taux de satisfaction de tous les présidents de la cinquième république. Cette divergence n'est pas redevable d'une différence d'appréciation, mais d'une différence des forces sociales qui les soutiennent. Chirac, Juppé et Balladur s'appuient essentiellement sur les très grands patrons, ceux qui forment les conseils d'administrations des «noyaux durs» des entreprises privati-



sées. Madelin s'appuie sur ceux qu'il appelle les «forces vives» qu'il énumère lui-même : artisans, commerçants, paysans, les petits entrepreneurs et professions libérales. Cet affrontement est violent : Madelin n'a pas hésité à qualifier le CNPF de «mafia» ou «d'establishment», ce qui n'est pas sans rappeler la rhétorique populiste de Le Pen. Rappelons-nous qu'un des résultats de la Loi Madelin de 1993 fut de présumer indépendants tous les artisans, anciens salariés auxquels leurs patrons demandaient de «prendre leur carte» (d'artisan) afin de ne pas leur devoir le SMIC et être irresponsable en cas d'accident du travail, remettant en cause la jurisprudence passée qui voyait en eux des salariés cachés. Madelin s'en prend aux subventions versées aux entreprises parce qu'il préfère les entreprises qui trichent, c'est-à-dire celles qui s'affranchissent de la tutelle de l'Etat et de son contrôle. Le contrat initiative emploi (voir *Alternative libertaire* n° 35), en faisant prendre en charge par l'Etat les cotisations sociales, et dont Madelin est l'inspi-

rateur, n'est contradictoire qu'en apparence avec cette démarche puisque la finalité est bien de baisser le «coût du travail» dont on s' imagine qu'il ne sera plus, à terme, compensé par l'Etat devenu «économe».

C'est bien ainsi que quatre organisations patronales ont reçu le message : le CID-UNATI (droite dure et extrême droite) qui menace : «si les réformes (...) ne sont pas entamées rapidement, elles se feront par la force des choses dans la rue»; le Syndicat des patrons modernes et indépendants (SPMI) qui voit dans cette démission «un revers pour les forces vives»; le Comité de défense des commerçants et artisans (CDCA, mouvement issu du mouvement poujadiste) et enfin une obscure Confédération nationale des entreprises et unions régionales des travailleurs indépendants qui annonce la création de comités de soutien.

## Des réactions syndicales timides

En protestant contre les déclarations de Madelin, les dirigeants syndicaux n'ont fait que leur métier. Plus surprenantes en revanches, sont certaines déclarations consécutives à la démission forcée de Madelin. Ainsi Nicole Notat (CFDT) s'est-elle déclarée convaincue que celle-ci «marque véritablement que le gouvernement ne souhaite pas avancer vers des réformes de régression sociale»; Blondel (FO) - présenté un peu vite comme le «tombeur» de Madelin par certains journalistes - qu'il s'agit «d'un désaccord entre le Premier ministre et son ministre des Finances» tandis que Vianet (CGT) qui se demandait «si Madelin parlait en éclairé avancé du gouvernement ou en son nom personnel» ajoutait «ce qui vient de se passer apporte la réponse». Curieux crédit accordé à un gouvernement bourgeois qu'on ne peut pourtant pas soupçonner de vouloir abandonner ses intérêts de classe. Aboutissement sans doute d'une logique du «dialogue» qui privilégie les rencontres et la négociations sur les luttes revendicatives.



Car ce qui choque avant tout, c'est le peu de réactions syndicales à la réforme du calcul des retraites du privé du 31 août 1993 : tout se passe comme si les confédérations avaient intégré l'idée qu'il n'est plus possible de se battre sur ce thème contre un décret déjà passé, qui plus est avant la rentrée des vacances. Il aurait fallu s'exprimer d'une seule voix et de manière offensive sur le «mieux-disant social», c'est-à-dire pour aligner tous les salariés sur le régime le plus favorable. Voilà une nouvelle occasion ratée d'organiser - certes, avec volontarisme, mais celui-ci est le lot de toute lutte - l'action unitaire des confédérations avec les jeunes, les chômeurs, les salariés du public et du privé. La palme de la compromission reviendra néanmoins au secrétaire général de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA, lire par ailleurs), Gilbert Voisin qui osa déclarer qu'*«il n'est peut-être pas tout à fait normal que les fonctionnaires cotisent pendant moins longtemps que les salariés du privé»*. La reconnaissance de son organisation par l'Etat a un coût que l'UNSA est visiblement prête à payer !

## Madelin, quel avenir ?

On l'a vu : Madelin n'est pas seul, et ce n'est sans doute pas un hasard s'il reçut les journalistes au sein du comice agricole de Redon. Il peaufinait ainsi son image d'homme du peuple proche de la paysannerie. Politiquement, il reçut surtout l'appui de Philippe de Villiers. Retour d'ascenseur après avoir proposé sa nomination au gouvernement en 1986 ? Pas seulement. Il n'est pas exclu que Madelin transforme son mouvement «idées-actions» en parti politique, et que celui-ci se rapproche du Mouvement pour la France. La conséquence immédiate est un éclatement de la Droite entre séguinistes, pour l'instant écartés du cœur du pouvoir, balladuriens, qui s'apprêtent à faire leur retour à l'Assemblée nationale suite à de nouvelles législatives partielles, un (possible) pôle Villiers/Madelin, libéral sur le plan économique et conservateur sur le plan des mœurs, le Front national. Quant au clan Juppé/Chirac, on voit mal son autonomie politique. Sans doute est-il probablement condamné à un rapprochement avec les balladuriens dont ils partagent l'essentiel. Le risque à terme et qu'après avoir joué, bon gré mal gré, l'isolationnisme vis-à-vis des partis de «l'établissement», Le Pen ne voit en Villiers/Madelin de nouveaux alliés et d'autant plus que ceux-ci seraient rejetés par leurs familles politiques. Après tout, certaines de leurs «valeurs» sont communes ; certes, Villiers et Madelin ne sont pas, pour l'instant, suspects d'antisémitisme et de racisme. Mais la conquête du pouvoir à l'occasion des législatives de 1998 pourrait imposer de nouveaux reclassements.

Jean Ferrette

## Polémique

# Vous avez dit : privilèges ?

Il y a une dizaine d'années, l'idéologue François de Closets publiait un best-seller intitulé *Toujours plus !*, dans lequel il prétendait s'en prendre aux privilèges catégoriels. Ce livre lui valu un abondant courrier de protestation. Aujourd'hui, Madelin reprend ce thème qui ne peut qu'aboutir à diviser davantage les travailleurs selon leur statut avec pour objectif de les aligner sur le moins favorable. Ce faisant il se garde bien d'évoquer les vrais privilèges, ceux dont bénéficient les riches. Nous avons voulu ici les lui rappeler.

**LE LOGEMENT.** L'actualité récente a rappelé la façon dont certains élus et leurs proches bénéficient d'appartements de luxe à des prix inférieurs à ceux du marché (ce qui n'est pas très libéral !), voire font effectuer totalement leurs travaux sur fonds publics. On se souvient également comment le PDG d'Alcatel, Pierre Suard, a bénéficié de travaux «offerts» par France Télécom sur sa maison. Le même a avoué posséder trois autres maisons. On dit que parfois les appartements sont mis gracieusement à disposition des PDG.

**ENSEIGNEMENT.** L'école de la république n'est pas ouverte également à tout le monde. Ainsi le lycée Henri IV à Paris, réputé pour ses très bons résultats au bac, ne recrute pas seulement sur des critères de carte scolaire ou d'excellence. Le recteur de l'académie a sur son bureau trois piles de dossier : celle des candidatures soutenues par Élysée, celle des candidatures soutenues par les élus du Ve arrondissement et celle... de l'arrondissement lui-même, par ailleurs un des plus bourgeois.



**CRECHE.** Là aussi, tout le monde sait que l'insuffisance de places ne pose problème qu'aux plus démunis : être de la bourgeoisie, c'est aussi connaître les bons élus, ceux qui peuvent pousser un dossier dans la bonne crèche, au centre-ville bien entendu.

**TRANSPORTS.** Etre ministre offre l'avantage d'une certaine autorité sur les vols d'Air France : on raconte que de nombreuses fois certaines réservations furent annulées pour permettre à des ministres et à leurs proches de faire la fête à l'autre bout du monde, certains vols différés.

**LE SERVICE NATIONAL.** Payé jusqu'à... 30 000 F par mois, il s'appelle «coopération du service national en entreprise». Les frais sont entièrement pris en charge par l'entreprise et recrute des ingénieurs, des commerciaux et des universitaires. Ils étaient 2 500 en 1994 à bénéficier de ce service.

**REVENUS.** Pierre Suard a déclaré au juge des revenus de... un million de francs par mois. Nouveaux, bien entendu ! Mais il faut ajouter un million de «jetons de présence» (aux conseils d'administration) chaque année et tous les revenus cachés que représentent la mise à disposition d'une voiture avec chauffeur, les repas et hôtels gratuits. De plus, il est d'usage de faire don d'un certain paquet d'actions lors de la prise de fonction d'un PDG «pour l'intéresser aux résultats» de son entreprise !

**FISCALITE.** On connaît l'existence de paradis fiscaux exemptant de tout impôt - Monaco est l'un des plus proches - telle la confidentialité des banques suisses. Mais il existe ici même bien des moyens d'échapper à l'impôt : placements défiscalisés ou tout simplement... l'embauche à plein temps d'une femme de ménage ! Ces salaires étant déduits des impôts, un couple fortuné peut-être exempté d'impôt sur le revenu alors que leur femme de ménage, payée au SMIC, devra en payer ! Ajoutons à cela la hausse de la TVA qui épargne les riches, puisque leur revenu n'est pas entièrement consommé.

**RENTE.** Madelin ainsi que toutes celles et ceux qui ont eu à occuper une charge de ministre, touchent pour ce seul fait leur paye à vie. Rmiste, chômeurs(ses), travailleurs(ses) qu'en pensez-vous ?

# Rentrée Chaud devant

**Une rentrée sociale à haut risque attend un gouvernement Juppé empêtré dans les contradictions entre son discours «social» de la campagne présidentielle et le crédo libéral.**

**J**uppé et Chirac vont-ils réussir ce qu'aucun gouvernement n'a réussi à provoquer depuis quinze ans, à savoir l'unité syndicale qui semble prendre forme sur la question des salaires ?

Les sept fédérations de fonctionnaires annoncent leur intention de faire grève en octobre. On peut douter de la solidité d'un tel front et penser que quelques miettes lâchées par Juppé suffiraient à acheter le renoncement de la plupart des directions, mais force est de constater que les convergences actuelles font figure d'événement.

Si les salaires ne devaient pas suffire, d'autres conflits se profilent qui pourraient gêner l'action gouvernementale.

## Haro sur le service public

Face au projet consistant à briser l'unité de la SNCF (projet de séparation en deux établissements) et la privatisation annoncée de France télécom, les fédérations syndicales concernées ne se laisseront pas si facilement amadouer.

Enfin, la négociation patronat-syndicat sur le temps de travail sera le moment ou jamais de relancer la lutte sur la semaine de 32 heures sans perte de salaire comme une des réponses à la montée du chômage.

AC ! prévoit de mener une grande campagne sur cette question, une initiative salubre, encore faudrait-il qu'il clarifie plus nettement sa position sur cette question.

Les négociations patronat-syndicat doivent également porter sur la convention annuelle de l'UNEDIC fixant les droits, montants d'indemnités et durée d'indemnisation des chômeurs et des précaires.

Il va sans dire que les organisations de chômeurs et précaires seront exclues tant par le patronat que les confédérations de la négociation de cet accord.

Cette négociation à froid laisse craindre le pire.

Alors que les caisses de l'assurance chômage sont bénéficiaires de 26 milliards de francs et que son déficit sera normalement comblé en 1996, il n'est question ni d'augmenter le pouvoir d'achat des chômeurs(ses), ni de revenir

sur la dégressivité. Les bénéfices devraient contribuer à financer la politique de l'emploi du gouvernement sous prétexte qu'il vaut mieux payer un chômeur à travailler plutôt qu'à toucher des allocations.

La «fracture sociale» devrait sans doute se porter mieux après l'annonce par Juppé de ne pas verser les 13 milliards de francs prévus pour l'assurance chômage.

## Inquiétudes pour la Sécu

C'est également le souci d'équité qui pousse Hubert, le ministre de la Santé, à renforcer la politique de déremboursement des soins, puisque celles et ceux qui «collectionnent» les actes médicaux pourraient ne plus être remboursé(e)s.

Où comment faire de l'ultralibéralisme sans Madelin. Par ses dernières mesures, Hubert recourt à des expédients, là où il faudrait élargir de façon significative l'assiette des cotisants en taxant plus durement les revenus du capital et des non-salariés qui ne payent aujourd'hui respectivement que 6,5 et 7,5 % du total de la CSG.

Quant à la maîtrise des dépenses de santé, si elle est nécessaire, celle qui est pratiquée actuellement se fait contre les usagers et non les requins de l'industrie pharmaceutique et les mandarins médicaux qui ont encore de beaux jours devant eux.

Pendant que ceux-là se sucent, des milliers de personnes ne peuvent être correctement prises en charges pour de graves affections.

## Pour un programme d'urgence offensif

L'une des grandes affaires des mois à venir risque d'être l'école, au centre de la campagne de Chirac.

La droite souhaite y renforcer le contrôle des collectivités locales et du patronat et plus particulièrement sur l'enseignement supérieur. Les premiers cycles sont les premiers visés par ces projets (cf. *La France pour tous*).

Les compétences accrues des collectivités locales leur donnent la possibilité de multiplier les financements pour la création d'universités privées (Nantes,

Rennes, Vendée, Nanterre, etc.) là où le service public s'enfoncé dans la pénurie.

Par ailleurs, Chirac souhaite bouleverser les rythmes scolaires. En gros, il s'agirait d'opter pour la semaine de 4 jours. Cela permettra de disposer de week-ends plus longs mais ramènera la journée d'étude à 6 heures, ne faisant pas ainsi que des heureux(ses).

Il nous appartient de faire connaître ces enjeux, d'amplifier la bataille pour la réquisition-nationalisation des universités privées et de même nous préparer à affronter le référendum que prépare Chirac pour légitimer le programme éducatif de la droite dont l'application est sans cesse retardée par les mobilisations depuis 1986. S'il faut s'apprêter à mener une rude bataille syndicale sur cette question, il faut faire échec aux projets de la droite mais aussi être en mesure de placer au centre du débat la question de l'alternative éducative.

Enfin, l'hiver approchant, il était fatal que l'on reparle de réquisitions de logement. Juppé et Périsol, le ministre du Logement, en annoncent 10 000, là où il en faudrait au moins 200 000. Néanmoins, une telle décision donne raison à celles et ceux qui, depuis des années, recourent à l'action directe pour obtenir gain de cause.

Outre le nombre modeste de logements concernés, se pose la question du relogement définitif. Que deviendront les personnes logées dans ces appartements au bout de cinq ans ? Car le plan Périsol exclut pour l'heure un relogement avec conclusion effective de baux.

En débattant ses projets, le gouvernement manifeste plus clairement sa volonté de «réformer en profondeur la société» c'est-à-dire de tuer des droits fondamentaux.

L'offensive et l'unité syndicales sont nécessaires pour faire échec à cette politique de régression sociale.

Mais elles ne sauraient suffire et doivent se faire sur un programme d'urgence permettant de lutter notamment contre les licenciements, pour la semaine de 32 heures sans réduction de salaires et avec embauches correspondantes, pour les droits des femmes, le droit au logement, une protection sociale de haut niveau, et contre les discriminations à l'encontre des immigré(e)s.

L. E.



# Attentats

## La logique de guerre est en marche

*La vague terroriste ouvre une situation lourde de dangers. Urgence absolue : être, plus que jamais, aux côtés des immigrés et du combat pour la démocratie en Algérie.*

**Q**uatre attentats et deux tentatives. Des actes de barbarie totalement condamnables, quels que soient leurs auteurs, leurs commanditaires et leurs motivations. Des morts, des blessés graves, et une situation qui ne l'est pas moins : la vague terroriste nous plonge déjà dans une atmosphère pourrie de psychose et de suspicion dont les immigrés, et la communauté algérienne en premier, vont payer le prix fort. Tout laisse à penser que nous n'en sommes malheureusement qu'au début et il ne faut pas s'y tromper : ces agissements meurtriers, suivis des mesures policières puis de l'installation du dispositif « Vigipirate » de sinistre mémoire, donnent clairement le signal, de part et d'autre - côté terroriste, côté Etat - d'une entrée possiblement durable dans une logique de guerre, c'est-à-dire de ce qui pourrait arriver de pire à une société française déjà bien mal en point.

### Qui ?

Jusqu'ici, la question reste posée. Car, même s'il est fortement probable qu'un « nouveau front » du terrorisme islamiste algérien vient de s'ouvrir en France, la police elle-même demeure prudente sur ses hypothèses, et notamment parce qu'il est de plus en plus évident qu'il n'y a pas eu un mais plusieurs commandos qui ont opéré. En tout état de cause, et puisque dans toute intrigue policière, il faut pour commencer, se poser la question essentielle : à qui profite le crime, la réponse politique vient d'elle-même : à l'extrême droite et aux réseaux islamistes.

Sous prétexte « d'auto-défense », les uns et les autres vont tâcher de tirer profit d'une situation pouvant aboutir à la radicalisation de leurs franges respectives. Car cette vague d'attentats ne manquera pas de renforcer le racisme, faisant de chaque immigré(e) un représentant potentiel d'une « cinquième colonne » terroriste. A son tour, ce racisme accentué, que ce soit sous une forme policière ou de ratonnades « spontanées », pourrait facilement pousser dans les bras du fanatisme islamiste des jeunes déjà largement

exposés au désespoir social. Tous les ingrédients de la spirale infernale de la guerre sont ainsi en place.

### Logique de régression

Logique de guerre civile d'abord, puisqu'il s'agit, pour les terroristes, de frapper la population indistinctement, aveuglément, sans doute parce qu'elle est considérée a priori comme « impie », « étrangère » et en fait surtout cosmopolite... Il y a, encore une fois, dans l'expres-

CE NE SONT PAS  
VRAIMENT DES ATTENTATS,  
CE SONT DES ESSAIS...



sion de cette haine quelque chose de profondément fasciste, qui n'est pas sans rappeler la vague brune des années 70 en Italie. Comme au temps de l'OAS, il s'agit de démontrer qu'il est possible de tuer où et quand on veut : c'est la mise en place d'une stratégie de la terreur et de la tension, d'une logique de la haine à laquelle même le symbole de l'antisémitisme ne manque pas. De telles convergences d'intérêt et d'expression entre extrême droite et islamisme n'ont rien de surprenant : elles s'inscrivent depuis toujours, et d'emblée, dans leur projet politique totalitaire.

Il serait cependant simpliste - et finalement naïf - d'accréditer essentiellement la thèse d'une manipulation fasciste. En France comme ailleurs, l'islamisme

(ainsi que les autres intégrismes et le phénomène sectaire) n'a cessé de se développer au cours de ces dernières années. Tous les militant(e)s antiracistes ont pu noter sa progression, même si celle-ci n'a certes pas été aussi spectaculaire que le laisse trop souvent entendre la presse aux ordres, et même si elle reste relativement faible, isolée et contenue, le constat est là. Il faut sans doute en chercher les causes dans le cumul de l'échec à mettre sur pied un antiracisme de masse durable et implanté, l'inexistence d'une perspective politique égalitaire et l'aggravation de la crise. Bien sûr, en aucune manière l'islamisme ne répond à ces exigences, mais il offre, encore une fois comme le fascisme, l'illusion de « réponses » basées sur un repli identitaire sécurisant. Ainsi, les banlieues françaises n'ont aucune raison d'échapper à la tendance lourde de la fin du siècle : la régression.

### Une guerre des « pauvres » ?

Au Sud, la fin des « modèles » bureaucratiques et populistes issus des fronts de libération nationale, la dette et les coups de boutoir du FMI et du libéralisme ont laissé vacant l'espace d'un imaginaire politique fort pouvant reconstituer un tissu social déchiré. La nature ayant horreur du vide, c'est dans cette brèche que l'islamisme s'est engouffré. A Alger comme à Lyon ou Paris, le terrorisme « artisanal » - mais pas moins atroce ni moins meurtrier dans son principe que les interventions militaires « humanitaires » des Etats impérialistes américains ou français - donne potentiellement et politiquement la possibilité à chaque même en perdition de jouer au Robin des Bois d'une Intifada de banlieue.

Mais le parallèle avec une « guerre des pauvres » s'arrête là. Car qui finance l'islamisme ? Des Etats tout d'abord. Des Etats fondamentalement totalitaires et inégalitaires, comme, entre autres, l'Arabie Saoudite - bon élève de l'Oncle Sam - et le Soudan - « ami » de la France ; des Etats et des forces politiques mêlés aux cliques

maffieuses, à l'argent de la drogue et aux trusts, et dont le désordre mondial libéral a besoin parce qu'ils sont un gage, précisément, de sa stabilité. Ainsi, assimiler le terrorisme islamique à un combat des «pauvres» contre les «puissants» est une pure vision de l'esprit, une production manichéenne et idéologique profondément réactionnaire visant à masquer une réalité autrement plus complexe.

## Les enjeux

«L'Algérie, c'est la France» disait le très colonial et très flicard Mitterrand lors de la guerre d'indépendance. La France serait-elle soudain devenue l'Algérie ? Certes non ! On peut difficilement -mais la mauvaise foi n'a pas de limite- comparer la réalité d'une puissance impérialiste à celle d'un pays à l'économie exsangue. Si la situation ouverte avec les attentats n'est pas assimilable à une simple extension de la situation de guerre civile qui a cours de l'autre côté de la Méditerranée, il serait cependant dangereux de ne pas voir que les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets, et notamment le consensus autour de l'Etat apparaissant comme l'unique rempart contre la barbarie. En France, tout est déjà prêt : la classe politique a donné un blanc-seing à Chirac ; l'armée, la police et la vidéosurveillance, avec les lois Pasqua et la délation-suspicion élevées au rang de civisme feront le reste.

Oui, il faut lutter contre l'intégrisme et le terrorisme. Mais certaine-

## CONTRÔLES RENFORCÉS



ment pas au prix d'un consensus autour de la banalisation d'un Etat policier, de la militarisation de la société, au prix du silence sur la politique suivie par la France, d'une aide jamais démentie aux cliques bureaucratiques et militaires de l'Etat algérien. Oui, il faut lutter contre la barbarie, et avant tout ce combat est politique : il passe d'abord par une solidarité renforcée avec les démocrates algérien(ne)s, pour le droit d'asile, contre le racisme et pour une citoyenneté ouverte, enfin par l'affirmation d'un combat laïque renouvelé, contre tous les intégrismes. Ce combat est le leur, là-bas. Il doit être le nôtre, ici.

Marco SAZZETTI

## Pourquoi, et pourquoi maintenant ?

C'est sans doute la question la plus importante. Il serait bien entendu tout à fait présomptueux d'y répondre, mais on peut au moins formuler les questions. De tels attentats ne se font évidemment pas sans raison, ni même -tout du moins au départ - «spontanément» et sans une organisation concertée. Il est clair qu'un message, ou du moins un signal politique, a été émis en direction, tant de la société française et de l'Etat chiraquien, que de la communauté algérienne et bien sûr de l'Algérie.

C'est aussi, probablement, un vieux rêve des islamistes que de porter la «guerre sainte» sur le territoire français : les intégristes jouent beaucoup sur les symboles et dans leur préoccupation constante à se faire les légitimes continuateurs de la guerre d'indépendance, il y a là une bataille politique de première importance. De plus, «ouvrir un

deuxième front» de la guerre civile ici, ce serait clairement signifier aux démocrates réfugiés en France qu'ils n'auront de paix nulle part. Ce serait également «faire payer» aux immigrés algériens leur situation métisse de facto : les islamistes n'ont rien tant en horreur que le mélange des cultures.

Il y a également l'évolution de la situation politique en Algérie même, l'annonce de prochaines élections par le pouvoir -dénoncées par le FIS, le FFS et le FLN -, l'état du rapport de force dans la confrontation de guerre civile, dans une phase où la violence s'intensifie; enfin, *last but not least*, il convient de s'interroger sur le rôle et la place de la diplomatie secrète menée par l'Etat français depuis l'arrivée de Chirac à l'Elysée, voire même des engagements qui auraient pu être passés très discrètement pendant une campagne où l'on nous gavât de pommes...

## Les Editions d'Alternative libertaire.

Toutes ces brochures peuvent être commandées. Les prix sont port compris.

### Série Mémoires :

1 - *L'Insurrection algérienne et les communistes libertaires.* Textes de Denis Berger, Guy Bourgeois, A. Coursan. Nombreux facsimilés du *Libertaire*. Grand format. 35F

2 - 1918-1919. *La Révolution allemande.* 15F

3 - *Il y a 50 ans... le Front populaire.* 12F

4 - *Cronstadt la Rouge.* Textes d'Anton Ciliga, Victor Serge, Maria Isidine, Nestor Makhno, Emma Goldman, Léon Trotsky. Nombreux documents choisis et introduits par Georges Fontenis et Alexandre Skirida. 25F

5 - *Les 17 années de l'UTCL.* 15F

6 - 1793. *Citoyenneté et Révolution.* 15F

7 - *La Mauvaise conscience. 200 ans d'antisémitisme de gauche.* 15F

8 - *La Reconstruction de la CNT espagnole, 1975-1979.* 15F

9 - *Le Socialisme anti-autoritaire.* 10F

### Série Questions :

1 - *De la Révolution d'Octobre à l'Empire éclaté.* Textes de Piotr Archinov, Daniel Guérin, Marc Ferro, Georges Fontenis, Michel Lequenne, UTCL, Alternative libertaire. 25F

2 - *Un Projet de société Communiste libertaire.* UTCL. 25F

3 - *Débat sur l'Autre communisme.* Denis Berger. Georges Fontenis. 12F

### Série Orientations :

1 - *Le Manifeste pour une Alternative libertaire.* 15F

2 - *Texte d'Orientation.* 1er congrès d'Alternative libertaire. 15F

3 - *Une organisation révolutionnaire autogérée.* Les statuts d'Alternative libertaire. 10F

4 - *Etre révolutionnaire aujourd'hui.* Texte d'orientation stratégique. IIe congrès d'Alternative libertaire. 25F

L'abonnement au journal mensuel *Alternative libertaire* : 70F

Chèques à l'ordre d'AGORA 2000. Agora 2000, BP 177, 75967 Paris cedex 20.

# Flicage Debré, plus fort que Pasqua

*Afin de s'imposer comme premier flic de France, après son échec aux municipales, Jean-Louis Debré a repris à son compte une recette qui a fait ses preuves du temps de son prédécesseur : faire de la lutte contre l'immigration le fer de lance de sa politique sécuritaire.*

**P**rofitant des moyens déployés dans le cadre de la lutte antiterroriste, les contrôles au faciès, rafles et interpellations en tout genre se sont multipliés ces dernières semaines. A défaut d'inquiéter les poseurs de bombes, ce sont des dizaines de milliers de sans-papiers qui ont été interpellés cet été.

Dans la continuité des méthodes Pasqua, grâce à l'arsenal juridico-administratif mis en place depuis deux ans, Debré promet de faire plus fort que son prédécesseur.

Déjà, le dispositif répressif est renforcé : accroissement des contrôles aux frontières ; multiplication des opérations charniers, pour à terme en affréter un par semaine et doubler le nombre de reconduites effectives (l'objectif est d'atteindre les 20 000 par an). Si ces opérations se veulent « menées dans le respect scrupuleux de la loi », les bavures se multiplient : embarquement forcé de personnes légalement protégées de la reconduite (mineur ou conjoint de Français), meurtre d'un enfant tsigane à la frontière italienne. Que penser du renvoi de ressortissants tziganes, roumains ou zairois vers les geôles et la misère qu'ils avaient fuit une première fois ?

## Politique xénophobe

Le cadre législatif permettant de trier les indésirables selon des critères raciaux et sociaux ne cesse de s'étendre depuis vingt ans. Dans le même temps, les pratiques administratives transgressent sans arrêt les textes jusqu'à ce qu'une nouvelle loi les légalise rapidement.

Certes, des voix se sont élevées pour dénoncer les conditions scandaleuses des expulsions, massives ou individuelles, les passages à tabac, la séparation des familles. Mais ces mesures seraient-elles propres, qu'elles n'en seraient pas pour autant acceptables. En effet, le principe même de contrôle de l'immigration se réfère à une idéologie dominante

nationaliste et xénophobe qui ne peut nous laisser indifférent.

Debré justifie sa politique comme le moyen d'endiguer la progression du Front National. Pour Juppé, « il y va de la cohésion nationale ». Le gouvernement a beau jeu de prendre le FN comme cache-sexe. Cette stratégie électorale qui consiste à reprendre les thèmes du FN pour en diminuer l'audience a fait long feu. Deux ans de politique Pasqua n'ont pas empêché le Front de conforter son score

plus les personnes à expulser parmi celles dont dépendent les ressources de leur famille. Pour une seule mesure de reconduite à la frontière, elles espèrent par ce biais provoquer le départ « volontaire » de six personnes au total.

Les politiques d'intégration, déjà loin d'être satisfaisantes, sont abandonnées. Les subventions sont orientées vers le saupoudrage de petites structures locales, pourvu qu'elles assurent un minimum d'encadrement social afin de retarder l'explosion des cités.

Quand le gouvernement affirme que ses dernières mesures « permettront tout à la fois de favoriser l'intégration des étrangers en situation régulière et de lutter contre l'immigration clandestine », c'est qu'il a fait de l'ensemble des populations étrangères la cible privilégiée de sa politique répressive. On se demande comment le recours systématique aux charniers pourra résoudre la misère et la violence sociale qui gangrène notre société.

## Double discours

Le recours au tout-répressif n'est pas réservé aux seules populations étrangères. L'expulsion devient monnaie courante à l'encontre de tous les indésirables. Ministres de l'Intérieur et de l'Intégration s'accordent pour chasser les SDF et les familles « délictueuses » sans préciser vers quelle destination. Dans le même temps le gouvernement s'en prend à la « culture RMI », s'attaque aux acquis sociaux pour mieux développer sa politique libérale.

Curieuse façon de s'attaquer à la fracture sociale en frappant les plus démunis(e)s.

Ce double discours ne pourra faire illusion bien longtemps. A l'heure des comptes, le gouvernement ne pourra pas se dédouaner sur la présence du Front national pour justifier sa politique de casse sociale.

Félix



aux dernières élections et de remporter plusieurs municipalités, bien au contraire.

La majorité au pouvoir a intégré depuis fort longtemps la xénophobie dans son discours, au-delà de ce qu'elle veut bien admettre. En effet, la lutte contre l'immigration ne se limite pas aux clandestins présents ou futurs. La précarité économique et sociale qui touche plus particulièrement les étrangers se double d'une précarité administrative grandissante.

Les préfectures ciblent de plus en



# Répression Solidarité avec la FASTI !

Après les ASTI d'Orléans et de Nantes (cf. les articles parus entre autre dans les deux précédents numéros d'Alternative libertaire), c'est maintenant directement la FASTI qui est la cible de la répression étatique.

**E**chaudé par son échec face à l'ASTI d'Orléans - il a été débouté de sa plainte contre des membres de l'ASTI -, le gouvernement a choisi une manière beaucoup plus pernicieuse de s'attaquer au réseau ASTI et à sa structure de coordination, la FASTI.

C'est ainsi que le FAS (Fond d'action sociale), ou plutôt les représentants des ministères de l'Intégration et de l'Intérieur siégeant au sein du FAS ont décidé de diviser par deux la subvention allouée à la FASTI. Cette décision, qui a pour effet immédiat d'obliger cette fédération à licencier son équipe d'animation, est laborieusement justifiée par les ministères sus-cités par «la disproportion entre la subvention allouée et l'importance réelle du travail de la FASTI» (rappelons que cette dernière, depuis 1967, coordonne l'activité d'une centaine d'associations - ASTI ou autres - et se retrouve, tant au niveau local que national, à la pointe de tous les combats pour l'égalité entre Français et immigrés et l'abrogation des lois discriminatoires ou criminalisantes vis-à-vis des immigrés - notamment les lois Pasqua de 1993 - après avoir participé ces dernières années à l'animation de mouvements tels la marche d'AC!).

## Revanche contre les associations immigrées

Le ministère de l'Intégration tente aussi de justifier son action par le fait que la FASTI aurait édité une bande dessinée indiquant comment détourner les lois sur l'immigration (\*).

Cet argument, qui est d'ailleurs

totallement faux - la BD ne fait que mentionner les effets des lois sur l'immigration - laisse transparaître néanmoins une bien curieuse conception de la vie associative : ainsi, seules les associations «dans la ligne» et amies du gouvernement devraient être financées par le FAS ! (nul doute dans ce cas que les propos révérencieux de SOS Racisme et le travail d'associations style France Plus et leur suractivité à la veille d'élections - pour appeler à voter pour les candidats de l'actuelle majorité - seront évalués à leur juste valeur...).

Ce qui se profile derrière ces attaques, bien plus qu'une simple sanction contre le «vilain petit canard» du milieu associatif, c'est une volonté de s'attaquer à l'ensemble de ce milieu, de détruire les liens de solidarité entre Français et immigrés et d'annihiler toute possibilité de libre expression publique des immigrés voire même des associations qui les défendent en France, et ceci, afin de faire taire toute remise en cause, toute critique de la «politique d'immigration» actuelle. C'est ainsi que, dans la droite ligne des lois Pasqua, le CLAP (Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion) s'est vu à son tour remettre en cause ses subventions.

Cette association, qui «a pour objectif d'agir contre l'exclusion sociale, professionnelle, économique et politique des personnes et des groupes immigrés, ou d'origine immigrée et plus généralement de toutes celles et ceux qui vivent des difficultés d'insertion» voit à son tour son existence menacée. Une bien curieuse manière d'agir pour un gouvernement qui prétend lutter contre les exclusions et

pour l'intégration des immigrés ! Le message est clair, rien ne doit venir contrecarrer la politique sécuritaire de Chirac. A coup de charters hebdomadaires, de flicage et de chasse officielle à l'immigré qui va sans cesse en se renforçant, le champion Chirac mène la lutte contre le terrorisme qui, bien entendu, ne tolère qu'un discours, celui de «l'unité nationale» qui ne doit être fragilisé par aucune remise en cause de la politique gouvernementale.

Une fois de plus, le même discours vient à la rescousse de l'incapacité des gouvernements à résorber chômage et exclusions, et l'étranger (qui est soit un terroriste en puissance, soit un adversaire potentiel de l'exercice de la souveraineté française en Polynésie) désigné comme bouc émissaire.

Cela se double bien entendu d'une attaque en règle contre le milieu associatif immigré, que l'on tente de déconsidérer pour tuer dans l'œuf toute critique de l'équation immigrés égale problèmes (associations immigrées et prosélytisme islamiste sont d'ailleurs régulièrement mis en rapport, les unes ne pouvant être que le vecteur de propagation de l'autre).

## Une solidarité nécessaire

Revanche d'une droite qui n'a jamais accepté que le droit d'association soit accordé aux immigrés, volonté de faire du Le Pen à la place de Le Pen dans l'espérance illusoire de récupérer une partie de ses voix - alors que cela légitime au contraire son discours -, solution pratique à une incapacité de concevoir une réelle politique de lutte contre le chômage et la précarité, ... quoi qu'il en soit, face à cette offensive contre le milieu associatif, il importe de ne pas laisser passer ces attaques sans agir, et d'être solidaire de la FASTI dont le combat est aujourd'hui plus que jamais nécessaire pour dénoncer la logique de l'immigré-bouc émissaire et retisser un lien social dans les quartiers, seul rempart contre le racisme.

Boczov

(\*) Pasqua, vous avez dit Pasqua ?, à commander à la FASTI, 15,00 F. FASTI : 4, square Vitruve, 75020 PARIS. Tél. 40 31 84 41, Fax : 43 64 04 73 - CCP : 15 269 21 C Paris.



## Corse

## Le retour de la vendetta

*«Cela ne nous dérange pas, ce qui se passe en Corse. Qu'ils se tuent entre-eux! Ils vont finir par s'éliminer et le problème corse sera résolu pour un bon bout de temps. Il en reste vingt ou trente encore, et tout sera réglé», déclarait dernièrement un ministre.*

Révélés par *Le Canard enchaîné* du 6 septembre dernier, ces propos tenus par Claude Goasguen (ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Citoyenneté !) à quelques journalistes, lors de la récente université d'été des jeunes du CDS (!), illustrent assez bien la position de l'Etat français vis-à-vis de la situation actuelle en Corse, ainsi que le traitement médiatique qui en est fait.

Car finalement, les règlements de comptes entre nationalistes ne seraient que l'expression (sanglante) d'une lutte fratricide entre truands organisés et rivaux se servant de la clandestinité politique qui anime le nationalisme corse pour faire œuvre de banditisme. Lorsque cette lutte aura cessée, faute de combattants, la Corse sera à nouveau sereine, comme après une bonne fièvre, et pourra se lancer sur les voies du développement. Tout est simple.

Il faut bien reconnaître cependant, que depuis quelques mois, les «frères ennemis» du nationalisme corse - d'un côté, la Cuncolta naziunale et le FLNC dit «historique», de l'autre le Muvimentu per l'autodeterminazione (MPA) et le FLNC dit «habituel» - auxquels s'est allié l'Accolta naziunale corsa (ANC) - semblent tout faire pour favoriser ce genre de simplisme qui sent si bon le colonialisme.

Chacun compte désormais cinq morts dans ses rangs, et chacun, lors de sa conférence de presse, a qualifié l'autre de «politico-mafieux». Cette série d'assassinats nous révèle à quel point ces fractions du mouvement national ont de plus en plus tendance à fonctionner comme des factions en lutte pour le pouvoir, sans aucune argumentation politique - dans le sens idéologique où cela permet le débat, mais où l'argument décisif réside en fait dans l'élimination physique.

La situation corse est aujourd'hui des plus tragiques, car loin de n'affecter que quelques proches, les morts, et l'impasse à laquelle ils conduisent le nationalisme, atteignent au contraire la société dans son ensemble. L'espace politique, porteur de débats, de démocratie, de participation que le mouvement national avait ouvert en Corse, contre les vieux schémas clientélistes, cet espace est en train de se refermer, de déperir. Et ce sont des nationalistes qui en sont les fossoyeurs.

Les divisions politiques qui se sont opérées au sein du mouvement national - qui font revendiquer à la Cuncolta un «socialisme autogestionnaire» et au MPA un «libéralisme corse» - ont de plus en plus de mal à être autre chose que des masques sous lesquels réapparaissent des pratiques clanistes. L'impossibilité de mener un réel débat sur le devenir d'une société bloquée, qui connaît une grave crise du travail, mais aussi une crise d'identité, dissimule un combat de «capi» (chefs) qui reproduit à bien des titres les mécanismes du clientélisme. L'adhésion à telle ou telle organisation se dépolitise pour se faire simple défense des intérêts (financiers mais aussi humains) du groupe. Les règlements de compte font basculer la lutte politique vers la guerre privée, la vendetta, où «l'honneur» devient la vertu cardinale.

C'est en cela que ces meurtres sont aussi un péril mortel pour la société corse. Car à partir du moment où l'on «joue» sur le registre de l'honneur, c'est-à-dire de la reconnaissance par les siens, ce mode de justice peut tout à fait se généraliser à des familles ou des villages entiers, s'opposant les uns/les uns les autres à partir de la mort d'un des siens.

A la fois dans les causes du fractionnement du mouvement national et dans celle de la violence actuelle, la lutte armée est montrée du doigt. S'il est contestable qu'elle a permis de lutter contre la bétonnisation de l'île et la réalisation de toutes sortes de spéculations, d'éveiller les consciences, d'organiser la résistance, la lutte armée, et notamment son instrumentalisation, mènent à un suicide collectif.

Les problèmes que pose la lutte armée - outre ses financements et les méthodes mises en œuvre pour les acquérir - résident dans les difficultés pour ce secteur du mouvement national à coexister avec deux autres secteurs: celui des contre-pouvoirs sociaux (associations, coordinations, syndicats...) et celui du pouvoir institutionnel (principalement les élus à l'Assemblée territoriale).

Le MPA a revendiqué sa rupture d'avec la Cuncolta à partir du refus de pratiquer «l'impôt révolutionnaire» et de privilégier la participation à ces deux autres secteurs. Cinq ans plus tard, on peut dire que ce mouvement justifie tout à fait son surnom de «Mouvement pour

les affaires», et ceci en ayant été le meilleur élève de la classe nationaliste pour soutenir le plan Joxe en 1990. C'est-à-dire en jouant à fond la carte institutionnelle à tous les niveaux (rappelons par exemple que c'est un élu du MPA qui est président de la chambre d'industrie de Corse du sud) et en devenant une composante essentielle de la «troisième voie» recherchée par Joxe en alternative aux clans traditionnels et aux nationalistes «purs et durs».

Du côté de la Cuncolta, on faisait le choix du soutien à l'action clandestine tout en soulignant l'importance d'articuler cette action à l'exercice de contre-pouvoir. Malgré la médiation d'élus à l'Assemblée territoriale - désignés à travers une dynamique de lutte relativement pluraliste et démocratique («Corsica nazione») -, cette articulation demeure introuvable. Les luttes quotidiennes et l'auto-organisation des individus sont de plus en plus difficilement compatibles avec la pratique de l'élimination physique réalisée par une sorte d'avant-garde.

A cause de ses collusions trop étroites avec le milieu des affaires, et surtout à cause de la terreur actuelle, il apparaît plus que jamais évident que la lutte non seulement ne se gagnera pas par les armes, mais que celles-ci sont aujourd'hui le facteur d'une grave régression politique qui ne peut que réjouir les représentants de l'Etat français.

Parce que les règles du jeu ne se font pas en Corse, le terrain institutionnel apparaît lui aussi comme une impasse tant il est un encouragement au pouvoir des «partiti» (clans). Seule la lutte des contre-pouvoirs permettant une réelle démocratie à la base, une égalité concrète, et leur fédération, semble capable d'enrayer cette logique d'autodestruction et de relancer le combat contre le clientélisme, le colonialisme et pour un développement solidaire.

La sortie de la violence ne pourra se faire sans la possibilité de discuter d'un nouveau contrat social où les questions du chômage, de l'aménagement du territoire, de la citoyenneté, de la culture puissent connaître de sérieuses avancées, et où il ne soit plus simplement question d'un renversement des «capi-partiti», mais bien d'émancipation individuelle et collective.

Fred

# Espagne

## Rencontre internationale libertaire de Ruesta (Aragon)

*Du 13 au 20 août s'est tenue à l'initiative d'Alternative libertaire la rencontre internationale de Ruesta - petit village du Nord de l'Aragon réhabilité (cf. encadré) par la Confederación general del trabajo (CGT). Elle ne sera pas sans lendemain. La poursuite des débats, la coordination d'actions et de campagnes entre organisations et le souci d'ouverture laisse augurer des perspectives constructives et ambitieuses pour les libertaires lutte de classe.*

C'est la première fois depuis plusieurs années que se tenait une réunion d'une telle ampleur permettant à des communistes libertaires, socialistes libertaires, anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires de débattre de leurs pratiques, confronter leurs idées et avancer dans la coordination d'un courant libertaire renouvelé et partie prenante du mouvement social.

Des organisations spécifiquement libertaires et des syndicalistes de huit pays participaient à cet événement. On notait la présence de l'Organisation socialiste libertaire (Suisse), Worker solidarity movement (Irlande), Al Badil al Taharouri (Liban), de la revue *Comunismo libertario* (Italie), des militant(e)s de la Fédération anarchiste polonaise et bien sûr Alternative libertaire (France) mais aussi des camarades libertaires intervenant syndicalement dans la CGT (cette organisation était présente en tant que telle avec certains de ses dirigeants) et Solidaridad obrera (Espagne), Sveriges arbetare centralorganisation (SAC, Suède). (1)

Si toutes ces organisations travaillaient ensemble depuis des années, leurs militant(e)s ne se connaissaient pas très bien à quelques exceptions près et les expériences de lutte relatées par la presse libertaire ne pouvait suffire à dépasser le cloisonnement de chacun dans son militantisme quotidien.

La rencontre a donc permis aux 150 participant(e)s de confronter durant toute la semaine leurs analyses et stratégies d'intervention dans les mouvements sociaux (lutte contre le chômage, syndicalisme, antisexisme, anti-impérialisme, antiracisme, etc.).

Des discussions ont également porté sur la guerre en ex-Yougoslavie et sur les luttes au Chiapas.

Ce dernier débat, ainsi que d'autres (éducation, antimilitarisme, syndicalisme, lutte contre le chômage) ont permis de

prendre forme à des réseaux internationaux voire à se renforcer quand ils étaient déjà établis.

Dans leur résolution finale (2), les différentes organisations prennent acte de leurs convergences sur les valeurs, les pratiques et une volonté de transformation radicale d'un monde dominé par l'oppression, l'exploitation capitaliste, impérialiste et sexiste, sans pour autant nier les différences dans les analyses ou les orientations stratégiques.



On peut d'ores et déjà dire que cette rencontre ne restera pas sans lendemain puisque d'importantes décisions ont été prises allant vers une plus forte coordination des organisations parties prenantes de la rencontre, coordination ouverte bien sur à celles qui n'ont pu faire le déplacement en Espagne (la Federación anarquista uruguayana mais aussi la Federazione dei comunisti anarchici d'Italie par exemple).

Par ailleurs, il a été décidé d'unir les forces de chaque organisation pour intervenir dans un certain nombre de luttes

actuelles (mouvement contre les essais nucléaires de la France et de la Chine, luttes antisexistes, actions contre le chômage...).

Enfin, il est question d'organiser d'ici deux ans une seconde rencontre internationale libertaire plus large et encore plus exigeante.

A ce jour la quasi totalité des composantes présentes à la rencontre ont donné leur accord pour la résolution finale.

Enfin, ce serait donner une image très austère de cette rencontre que de ne relater seulement ce qui touche au débat et aux perspectives politiques.

Il y avait aussi de la place pour la détente (randonnées, canoë-kayak, baignade dans le lac de Yesa) dans un paysage splendide ou dans quelques lieux privilégiés du village (le bar, la taverne...).

Deux autres grands moments marquèrent la rencontre : un concert de musique orientale donné par un camarade d'Al Badil al taharouri et une grande fête, à laquelle était convié(e) également tous les salariés du centre de vacances, le dernier soir passé à Ruesta.

Deux grands moments de communication entre les cultures. Le récital de musique orientale étant suivi de quelques morceaux de capoeira et de chansons espagnoles interprétés par des camarades de la CGT. Quant à la fête, elle se fit sur des airs bien connus. Ainsi, on pu entendre *Ay Carmela, Las Barricadas, Bella ciao, L'Internationale* repris à la fois en polonais, italien, espagnol et français mais aussi *Il faut changer le monde* (souvent entendu sur les routes des marches d'AC! en 1994), le tout arrosé d'une sangria qui valait le détour et qui en fit chanter quelques uns plus qu'il ne fallait.

L. E.

(1) CGT et SAC sont deux confédérations anarcho-syndicalistes organisant respectivement 30 000 et 15 000 travailleurs(es).

(2) Le document rassemblant les interventions écrites, débats et résolutions sera bientôt édité d'ici quelques mois. Pour plus de renseignements, s'adresser à Alternative libertaire, BP 177, 75967 Paris cedex 20, France.



# Déclaration finale

*Nous publions ici la déclaration finale adoptée par les participant(e)s à la rencontre internationale libertaire de Ruesta cet été.*

La rencontre libertaire internationale de Ruesta a permis à des militant(e)s, sympathisant(e)s, communistes libertaires, communistes anarchistes, socialistes libertaires, anarchistes, anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires de confronter leurs analyses et stratégies d'intervention dans les mouvements sociaux (lutte contre le chômage, syndicalisme, antisexisme, anti-impérialisme, antiracisme, etc.).

Des discussions constructives, avec une pluralité de points de vue, ont également porté sur la guerre en ex-Yougoslavie et sur les luttes au Chiapas.

Les débats ont effectivement montré des convergences sur les valeurs, les pratiques, et une volonté de transformation radicale d'un monde dominé par l'oppression, l'exploitation capitaliste, impérialiste et sexiste. Ils ont également révélé des différences dans les analyses et sur les stratégies.

Mais ces différences ouvrent également la voie à un approfondissement.

Nous pensons que cette rencontre a permis de vérifier où chaque organisation en est de sa réflexion et de sa pratique militante.

Elle constitue un moment dans l'élaboration d'une culture politique internationaliste, révolutionnaire et libertaire renouvelée.

Une culture politique qu'il est déterminant de faire partager au plus grand nombre des opprimé(e)s afin de pouvoir demain fédérer avec plus de force les révoltes, les luttes et les contre-pouvoirs.

Cette rencontre ne restera pas sans lendemain. Nous formulons d'ores et déjà plusieurs propositions d'engagements en ce sens :

1) tenir dans le courant de l'année 1996 une réunion politique préparée par nos organisations en vue de renforcer notre coordination internationale, la collectivisation de nos débats et de nos interventions ;

2) engager une politique concertée de traduction de nos textes politiques parus en brochures au moins en français, anglais, espagnol et italien ;

3) nous coordonner pour préparer une mobilisation large ainsi qu'une inter-

vention et une expression libertaire, à l'occasion du contre-sommet, manifestation et meeting qui marqueront la semaine de mobilisation et de protestation qui se tiendra à Lyon (France) contre le sommet des sept pays les plus riches du monde, en juin 1996 ;

4) nous coordonner sur les luttes antisexistes. Notamment en organisant des actions de solidarité avec les camarades irlandais pour le droit à l'avortement et au divorce, en intervenant en direction des femmes du tiers-monde et des femmes immigrées, et en préparant une initiative commune pour le 8 mars 1996 ;

5) travailler ensemble pour renforcer la mobilisation internationale contre les essais nucléaires de la Chine et contre la reprise des essais nucléaires décidée par l'Etat français et de mener campagne plus généralement sur la question de l'arme atomique ;

6) soutenir activement la marche contre le chômage projetée pour l'automne 95 par une partie du mouvement syndical et des associations de chômeurs d'Espagne ;

7) donner à cette rencontre, d'ici deux ans, une suite, sous la forme d'une seconde rencontre internationale libertaire plus large et plus exigeante encore.

**SOLIDARIDAD**  
**SOLIDARITY**  
 solidarietá  
**SOLIDARITET**  
 SOLIDARITÄT  
 СОЛДАРИСТЬ  
 التَّعَاوُن (الأفريقي)  
**solidarnost**  
**SOLIDARITATE**

## Ruesta, un pari contre la désertification

C'est en 1988 que des militants de la Confederación general del trabajo (CGT) d'Aragon - qui se dénommait alors encore Confederación nacional del trabajo (CNT) - décidèrent de lancer leur projet de réhabilitation du village de Ruesta situé entre Jaca (Aragon) et Pampelune (Navarre), non loin de la frontière franco-espagnole et à quelques kilomètres du barrage de Yesa dont la retenue d'eau forme un lac artificiel dans lequel se jette le rio Aragon.

Un barrage qui avait fait fuir les paysans de presque tous les villages environnant vingt-trois ans plus tôt.

Les technocrates franquistes qui l'avaient conçu, avaient effectivement anéanti les quelques rares terres arables que compte cette contrée et sur lesquelles poussait notamment de la vigne.

La question du mode de développement se pose toujours avec une certaine acuité à un moment où des projets concurrents à celui développés par les camarades se font jour parmi eux, celui d'augmenter le rendement du barrage en élevant la retenue d'eau... Un projet refusé par les paysans qui n'ont pas déserté la région.

Un village millénaire dans lequel on peut encore contempler les vestiges d'un château construit par les Sarrasins ou bien retrouver des traces de ce que fut le quartier juif. Un village situé ironie du sort en bordure du pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle.

Cette même année 1988, la CNT et le gouvernement d'Aragon conclurent un accord autour d'un projet de réhabilitation du village, la concession étant d'une durée de cinq ans. Celle-ci s'est traduite par la construction d'un camping et d'une auberge avec bar et restaurant à tenant. En 1993, le gouvernement d'Aragon décide de reconduire la concession du village, cette fois pour une durée de quarante ans.

Le village s'agrandit avec la construction d'une nouvelle auberge terminée quelques jours avant notre rencontre internationale et qui a accueilli une partie des délégué(e)s.

Les camarades de la CGT n'ont pas cherché à faire de Ruesta un «village anarchiste».

Conçu comme un centre de vacances, il accueille aussi des conférences sur des thèmes très divers avant de devenir peut-être demain un lieu d'échange entre militant(e)s intervenant dans les mouvements sociaux, ce que préfigure peut-être la rencontre de cette été.

C'est dans ce même esprit, que la CGT a décidé d'y construire un Centre d'études libertaires qui devrait voir prochainement le jour.

## Liban

Nouvelles du pays  
du cèdre

*Lors de la rencontre internationale libertaire de Ruesta, un camarade libanais d'Al Badil al taharourri nous a dressé un bilan de la situation de son pays et les enjeux des mois à venir. Nous en reproduisons ici les grandes lignes.*

**L**a deuxième République libanaise vit des problèmes cruciaux. Les accords de Taëf du 19 octobre 1989 qui ont «mis fin» à la guerre libanaise n'ont pas encore trouvé des solutions aux principaux problèmes du pays, loin de là. Si en vertu de ces accords l'on a accordé plus de justice aux musulmans (partage par moitié des sièges du parlement entre chrétiens et musulmans), le régime politique libanais ne reste pas moins un régime confessionnel et donc une bombe à retardement. Les grandes fonctions politiques (président de la République, président de l'Assemblée nationale) se partagent toujours confessionnellement. Pour beaucoup, c'est l'unique solution au problème historique des chrétiens qui craignent que la suppression du confessionnalisme ne confie des pouvoirs exorbitants à une majorité musulmane, sans oublier la crainte que cette majorité n'applique un jour la charia islamique, vu le lien étroit dans l'Islam entre le politique et le religieux.

Voici le nœud crucial. Mais ces choses ne se disent pas, ni à gauche, ni à droite. Tout le monde les chuchote néanmoins. Dans ce climat de crainte et de méfiance qui continue, l'on tente de reconstruire le pays. En vertu des accords de Taëf, on devait supprimer le confessionnalisme politique, c'est-à-dire que le recrutement dans toutes les institutions étatiques ne devrait plus obéir qu'au critère de la compétence. En fait, rien n'a été fait à ce niveau, le recrutement dans tous les échelons continue à suivre le critère confessionnel, du moins officieusement. Nous pensons qu'il n'y a aucune alternative en dehors de la laïcité totale ou un certain fédéralisme religieux et politique. En tout cas, ce fédéralisme est bel et bien appliqué sur le terrain, même s'il n'est pas totalement géographique.

Voici pour un schéma sombre du régime politique libanais où l'appartenance confessionnelle reste un facteur déterminant dans la vie des Libanais. Pire, c'est un pays où on nous impose un dieu : pour pouvoir se marier, il faut absolument le faire auprès d'une autorité reli-

gieuse, même si on est athée. Quand on est athée donc, on l'est seulement au niveau de l'âme intérieure et du cogito, pas plus...

## Situation sociale

Occupation israélienne, présence syrienne, la situation est lourde. Ce qui est dangereux, ce sont les attaques contre les libertés publiques qui deviennent de plus en plus féroces. En effet, l'Union générale des travailleurs libanais, la plus importante organisation syndicale regroupant tous les autres syndicats, avait décidé d'organiser une grève générale pour la journée du 19 juillet 1995 et de manifester dans toutes les grandes villes du Liban, pour protester contre l'augmentation de 40% sur le prix de l'essence, décidée par le gouvernement dix jours auparavant. La vie est horriblement chère au Liban, et la classe ouvrière attend au contraire un geste de compréhension de la part du gouvernement, et non de haine et de mépris. Mais le gouvernement a répliqué par une interdiction de la manifestation et menacé d'employer les forces armées contre les «têtes brûlées». Pour la première fois effectivement, dans ce pays relativement démocratique, la promesse fut tenue et la manifestation réprimée par l'armée libanaise. Mais les syndicats libanais (ouvriers, employés, instituteurs, universitaires, secteur bancaire, etc.) ne désarment pas, avec le 31 août une grande mobilisation afin de décider des mesures à prendre afin d'obliger le gouvernement à reculer. Toutefois, il en faudra beaucoup pour faire bouger les choses : la gauche libanaise vit toujours sous le choc du mur de Berlin et des promesses mystiques du stalinisme ; l'état de conscience révolutionnaire et prolétarien n'est pas à envier ; enfin, la pauvreté qui pousse beaucoup dans les bras du haririsme (néologisme en référence du richissime Hariri, premier ministre actuel, chantre du libéralisme économique et des privatisations, et ami de Chirac). C'est cohérent.

Au Liban actuel, pays où il y a peu

d'électricité, peu de téléphone et peu d'eau potable, on veut tout privatiser. Il est vrai qu'il vaut mieux ne pas aller dans un hôpital public, mais le secteur privé est-il la solution ? Non. On continue à réduire les salaires des plus démunis parce que «on ne peut augmenter qu'après en avoir assuré le rendement».

En effet, il existe pas mal de prolos qui admettent ce raisonnement fou de l'Etat. L'Etat libanais peut très bien combler ces augmentations en prélevant des impôts aux possédants. Tout le monde sait que le système fiscal libanais est un système qui relève du capitalisme barbare et anarchique parce qu'il n'y a aucun impôt progressif. C'est donc un paradis fiscal pour le vol et «l'initiative privée».

Mais le problème, c'est que les riches réussissent toujours à ne pas payer les sommes relativement modestes qu'ils doivent à l'Etat.

Ensuite, il y a de larges secteurs qui sont confiés à des personnes privées (commission oblige) alors que l'Etat peut très bien faire l'affaire (importation des carburants, par exemple). Enfin, l'Etat peut très bien diminuer les dépenses luxueuses (gardes du corps, bombance de toutes choses, etc.).

L'opposition:  
contre qui et quoi ?

Avec l'approche de l'échéance présidentielle (moins de trois mois), on parle déjà d'une éventuelle (et probable) prorogation du mandat du président Hariri. Les interprétations et les spéculations fusent. Prorogation de la pauvreté pour les uns. La volonté de la Syrie pour d'autres. A raison, la gauche ne fait pas de cette question un point de bataille. Prorogation ou pas, c'est Chirac ou Jospin...

A propos de la gauche libanaise en effet, il y a un petit mot à dire : il s'avère actuellement que bien des composantes de cette gauche (composant le front national durant les années de guerre) ne sont que des partis petits bourgeois, préoccupés avant tout par l'obtention d'un plus

grand bout de fromage libano-confessionnalo-bourgeois. Ces composantes soutiennent actuellement l'ère haririenne, quitte à lancer de temps à autres des discours humanistes, usant pour faire joli d'une terminologie presque libertaire (parti druze mais néanmoins socialiste de Joumblatt, mouvement chiite Amal, etc.).

Il est aberrant d'entendre parfois certains propos d'anciens maoïstes justifiant ce retour provisoire au capitalisme en attendant le grand soir. Et c'est Marx qui le dit...

En attendant, on a le feu vert pour avoir son petit bureau de change pour spéculer au détriment de la livre libanaise, qui s'effondre de plus en plus face au dollar.

## Du nouveau à gauche

A signaler aussi, a contrario, que certaines organisations politiques, normalement de droite, deviennent de gauche, et ce n'est pas une blague. Tout est possible au pays du cèdre.

Au Liban, une nouvelle carte de la gauche se dessine. Suite à la répression de la manifestation du 19 juillet, la gauche communiste et radicale essaie de rassembler ses éléments.

Nous pouvons voir dans cette gauche les trotskystes, très minoritaires mais solides et intègres, le Parti communiste libanais (ce qu'il en reste), l'Union des communistes libanais, d'autres forces se réunissant autour de personnalités politiques, dans des partis ou sans partis, comme Mustapha Saad, Zaher el Khatib et Najah Wakim. Quoique nationalistes arabes ou nassériens, ils sont dans leurs discours très conseillistes libertaires, voire anarcho-syndicalistes...

Les libertaires commencent à se regrouper.

Peut-être donc une lueur d'espoir à condition que chacun tire profit des leçons amères de ses expériences. Cela veut dire qu'ils doivent refuser d'entrer dans de larges fronts où il y a tout le monde, juste pour gagner en image. Quoique minoritaire, cette gauche y gagnera en efficacité, et retrouvera ses beaux jours de 1970-1975, c'est-à-dire avant que la guerre ne vienne bousculer cette gauche radicale, la poussant parfois à s'enliser dans des endroits qui ne sont pas les siens.

En conclusion, la gauche libanaise n'aura de chance de progression que si elle s'ouvre à tout le monde, autour de critères fondamentaux : combattre l'occupation israélienne, lutter pour la laïcité, pour la collectivisation des secteurs vitaux (santé, éducation...), la sauvegarde des libertés publiques, égalité entre les hommes et les femmes, ouverture à «l'Occident avancé», ouverture de gauche s'entend...

**Basina Bassan**  
**Al Badil al Taharouri, Liban**  
**29/08/1995**

# Urgence Liberté pour Mumia Abu Jamal

*Militant des Black panthers, Mumia Abu Jamal, condamné à mort par la justice américaine, a bénéficié d'une campagne de solidarité internationale importante. Aperçu sur la mobilisation à Marseille.*

C'est au début du mois de juillet que nous apprenons l'existence de Mumia Abu Jamal et le sort que lui réserve la justice raciste de Pennsylvanie. Nous décidons, malgré l'apathie estivale, de contacter un maximum de monde pour organiser un rassemblement de protestation devant le consulat des Etats-Unis.

Vu l'urgence de la situation, la date du 12 août est fixée (5 jours avant la date prévue de l'exécution), mais rapidement des problèmes apparaissent avec les grandes organisations syndicales, associatives et politiques qui relaient en France et à Marseille la campagne de solidarité avec Mumia. Prétextant qu'elles ne pourront mobiliser le 12, elles décident d'un rassemblement le 17. Malgré ce faux-bond, le rassemblement du 12 se tient, puisqu'une quinzaine de personnes y participe de 9 à 13 heures et recueillent une cinquantaine de signatures. De plus, France 3 région est présente pour réaliser un reportage qui passera le soir même. A ce moment, nous apprenons que la date de l'exécution est repoussée sous la pression du mouvement international de solidarité qui grossit.

C'est pourquoi le 17 août, nous participons au rassemblement organisé à l'initiative du PCF, CGT, MRAP et d'autres, qui regroupe environ 70 personnes. Plusieurs pétitions circulant, regroupant pas mal de signatures, mais au grand déplaisir des organisateurs, le consul refuse de recevoir une délégation, et surtout la télé ne se déplace pas. De notre côté, nous devinons les vrais raisons de ce second rassemblement : il existe plusieurs comités en France qui relaient le mouvement de solidarité dont un «Comité de défense des libertés et des droits de l'homme en France et dans le monde», créé pour offrir une retraite de prestige à Georges Marchais.

Notre petit groupe pour sa part est en contact avec d'une part l'Anarchist Black Cross et d'autre part avec le CDDS, une organisation liée à la Ligue trotskyste de France. Et nous sommes déterminés à poursuivre dans cette voie non sectaire,

car il s'agit de la vie d'un homme qui est en jeu, pas l'influence de telle ou telle organisation.

L'ampleur et la diversité des mouvements à travers le monde qui s'opposent au lynchage légal de Mumia sont leurs forces et le premier recul de la justice raciste de Philadelphie en est une conséquence.

La mobilisation doit encore s'amplifier avec la rentrée car rien n'est joué, l'exécution est reportée mais la condamnation à mort reste. Tous les individus ou groupes prêts à rejoindre cette lutte pour la justice peuvent contacter :

- CDDS, BP 202, 75822 Paris cedex 17. Tél: (16-1) 42 08 01 49.

- Anarchist Black Cross :  
ABC c/o Aktion 1/2 rue Denis-du-Péage, 59800 Lille.

ABC c/o PADI, BP 232, 75624 Paris cedex 1.

Pour le contexte de l'affaire, on peut se reporter au très bon article paru dans *Le Monde diplomatique* du mois d'août.

**Alternative libertaire Marseille**





## Italie

## Création d'une confédération autogestionnaire

*La refondation d'Unicobas, du SDB et de l'USI-AIT en une nouvelle organisation, ARCA, suppose un pas important dans l'unité du syndicalisme autogestionnaire italien et permettra, nous l'espérons, de développer les coopérations entre syndicalistes révolutionnaires et gauches syndicales en Europe.*

**L**a refondation d'Unicobas (1) du SDB et de l'USI-AIT en une nouvelle organisation, ARCA, suppose un pas important dans l'unité du syndicalisme autogestionnaire italien et permettra, nous l'espérons, de développer les coopérations entre syndicalistes révolutionnaires et gauches syndicales en Europe.

Les organisations syndicales autogestionnaires italiennes : Confederazione italiana di base-Unicobas, Sindacato di base (SDB) et Unione sindacale italiana (USI, section italienne de l'AIT), se sont unifiées sous le sigle ARCA (Association représentante des confédérations autogestionnaires), en signant un pacte fédératif permettant d'obtenir une meilleure représentativité tant dans le secteur pu-

blic que dans le privé, la reconnaissance des droits syndicaux des travailleurs et pour accéder directement à la négociation. Les luttes qui ont eu lieu en Italie durant ces derniers mois en défense des retraites, de l'emploi, contre la précarité, les nouveaux types de convention, la réforme éducative, etc., et la constante dérobade des confédérations syndicales ont démontré la nécessité de l'auto-organisation de façon unitaire, développant la solidarité interprofessionnelle et la solidarité entre les travailleurs des secteurs publics et privés. La proposition d'ARCA est un premier exemple montrant qu'il est possible de travailler conjointement depuis l'auto-organisation et construire une force syndicale pour que les

travailleurs participent à la première personne à la défense de leurs intérêts, rompant ainsi d'une part avec un mouvement ankylosé, et d'autre part avec le fonctionnement verticaliste et bureaucratique. ARCA considère qu'il est important de reprendre la lutte sur les contrats précaires qui n'ont pas encore expiré dans les écoles et poursuivre de puissantes initiatives de lutte. ARCA adresse un appel à toutes les organisations autogestionnaires et à tous les travailleurs qui croient en la défense directe de leurs droits ainsi qu'en la possibilité de changer la politique socio-économique en vigueur avec la finalité de favoriser l'unité des travailleurs en une organisation forte et pesant socialement.

ARCA considère qu'il est important de reprendre la lutte de l'automne passé en défense des retraites et critique l'attitude de faiblesse des syndicats confédérés CGIL, CISL et UIL.

(1) Article tiré de *Rojo y negro*.

## Le paysage syndical italien

Le mouvement ouvrier connaît depuis longtemps une forte tradition organisationnelle. Les travailleurs italiens sont plus de 50 % à être syndiqués.

La majorité d'entre eux le sont dans trois confédérations :

- la Confederazione generale italiana del lavoro (CGIL), première force syndicale, dont la majorité est proche du PDS (ex-PC, passé à la social-démocratie) et une forte minorité (30 %) proche de Rifondazione comunista également animée par des camarades libertaires ;

- la Confederazione italiana dei sindacati liberi (CISL), organisation issue de la démocratie chrétienne ;

- la Unione italiana del lavoro (UIL), la direction est issue de feu Parti socialiste emporté dans les affaires de corruption.

Ces trois centrales organisent environ 8 millions de travailleurs (ses) italiens (ne)s.

Les syndicats autonomes quant à eux comptent entre 2,5 et 4 millions d'affilié(e)s selon les estimations et existent surtout dans le secteur public.

Trois raisons ont permis le développement à partir de 1986 des comitati di base (les COBAS) :

- des grèves de masse chez les cheminot(e)s et les enseignant(e)s notamment dont sont sortis issues des coordination avec de fortes tendances à la démocratie directe ;

- la contestation constante des poli-

tiques des centrales majoritaires ;

- des conditions de représentativité moins drastique que dans d'autres pays.

Les COBAS les plus importants sont :

- la Coordination unifiée des conducteurs de locomotive (COMU) qui revendique 10 000 agents de conduite, soit la moitié de l'effectif des chemins de fer italiens ;

- la Confédération unitaire de base (CUB) qui revendique 40 000 affilié(e)s (personnel communal, caisses de retraites, pompiers, métallurgistes, cheminots non machinistes) ;

- les Syndicats de travailleurs auto-organisés (SLAI) surtout présents chez Alfa Romeo ;

- la Confédération italienne de base - Unicobas regroupe 5 000 adhérents dans l'enseignements, la recherche, l'électricité et l'administration communale.

Enfin l'Union syndicale italienne (USI) affiliée internationalement à l'AIT qui rassemblait plusieurs centaines de milliers de travailleurs (ses) avant le fascisme connaît depuis cinq ans un développement et une évolution comparable à ceux de la CNT française (Vignoles).

Elle s'est développée dans l'université, le personnel administratif de Bari, la santé et l'enseignement à Rome, enfin au ministère de la recherche plus de 10 % des personnels sont syndiqués à l'USI. Elle revendique en tout plus de 2 000 adhérent(e)s



# Ex-Yougoslavie

## Une intervention qui ne dit pas son nom

*Intervention or not intervention ? Cette question revient de façon récurrente depuis plusieurs années et de façon brûlante depuis quelques mois.*

*La médiatisation spectaculaire de la guerre y est pour beaucoup, l'idée que cette guerre n'a que trop duré également. A défaut de s'entendre sur les idées, il faudrait pouvoir s'entendre sur les mots.*

«**I**l faut arrêter ce massacre, cela est intolérable, il faut faire quelque chose». C'est le premier sentiment qui nous vient à l'esprit quand nous voyons derrière nous ces quatre ans et demi de guerre, de tueries et de mascarade diplomatique.

La guerre durera, continuera tant que les réactions se borneront au simple dégoût procuré par les atrocités (viols, purification ethnique, assassinats de masse, déplacements de populations...) et que les protestations contre la guerre resteront l'apanage de quelques groupes courageux mais totalement isolés de la population de leur pays.

On peut penser qu'une intervention militaire plus active des occidentaux est le seul moyen de faire cesser tout combat. Pour autant, il n'est pas possible de se prononcer pour ce type d'intervention sans en mesurer les conséquences et sans analyser le jeu mené par les grandes puissances.

### Les Etats occidentaux, l'intervention et le droit des peuples

Il y a actuellement et ce depuis 1992, une intervention militaire occidentale sur le territoire de l'ex-Yougoslavie avec une forte concentration en Bosnie.

Il s'agit d'une présence de milliers de casques bleus de l'ONU sous commandement militaire franco-britannique. Ce fut jusqu'aux dernières «frappes chirurgicales» aériennes une intervention passive («interposition», en fait observation).

Dans la réalité, l'intervention occidentale fonctionne de telle façon qu'elle encourage voire contribue à organiser l'horreur, la purification ethnique.

Si nous ne voulons pas nous gargariser dans des positions de principe pour ou contre l'intervention, nous devons penser la guerre c'est-à-dire comprendre qu'elle est toujours la continuation de la politique par d'autres moyens. En cela, la

démonstration de Clausewitz fonctionne toujours.

Depuis le début de l'éclatement de la fédération yougoslave, la politique des grandes puissances a brillé par sa constance, à savoir : toute solution passe par l'émergence de puissances capables d'assurer la stabilité dans la région.

La Croatie et la Serbie répondent positivement à ce critère, pas la Bosnie.

La Croatie est une puissance riche qui vise à terme son intégration dans l'espace économique européen.

La Serbie est une puissance militaire capable de contenir l'explosion des minorités et en premier lieu de la Macédoine dont la Grèce conteste violemment les aspirations indépendantistes. De plus, elle jouit du soutien de la Russie.

TU VAS VOIR QU'IL VA  
BIEN FINIR PAR Y AVOIR  
LA GUERRE EN BOSNIE ..



La Bosnie, elle ne conjugue aucun de ses atouts pour les grandes puissances, de plus elle compte une forte population musulmane et son fédéralisme contredit le modèle Etat-nation.

Depuis 1992, les plans de paix de l'ONU entérinent le partage ethnique de la Bosnie, faisant de l'acceptation de celui-ci une condition du règlement du conflit. Les nouvelles propositions qui

ont accompagné les «frappes aériennes» renforcent avec une remarquable constance ce projet.

Le discours des grandes puissances peut se resumer ainsi : les Serbes, vous avez enfin une grande Serbie, vous avez gagné des territoires, vous pouvez en rester là ; les Croates, la grande Croatie est une réalité, vous avez également atteint vos objectifs de guerre. Quant aux Bosniaques, vous pouvez vous estimer heureux d'être encore en vie.

En laissant faire les massacres, l'ONU (mais où est donc passé Boutros Boutros Ghali ?) est en cohérence avec ses plans de dépeçage de la Bosnie.

Les grandes puissances sont responsables par leur passivité (pseudo-interposition) et leur complicité face aux assauts des nationalistes serbes et croates auteurs du dépeçage de la Bosnie.

Le parti des puissances occidentales en faveur des dirigeants croates et serbes est clair, il structure la diplomatie et les politiques occidentales et une intervention militaire plus active ne saurait contredire la suprématie des fascistes serbes et croates.

L'intervention visant à départager les belligérants et épargner les populations civiles est par conséquent - malheureusement - un rêve qui n'a pas de base réelle.

Il n'empêche, je serai parmi les premiers à me satisfaire d'un arrêt total des massacres par une intervention qui même sans renoncer totalement à la Real politique, réussirait à enrayer le conflit et à préserver l'existence politique de chaque peuple mais je n'arrive pas y croire !

C'est ce qui s'est passé au Cambodge où le Vietnam a pu stopper le génocide pratiqué par les Khmers rouges à partir de fin 1978. Heureusement. Mais l'intervention vietnamienne n'était nullement motivée par des soucis humanitaires. L'Etat vietnamien souhaitait en fait contenir une puissance située dans l'orbite de son vieil ennemi la Chine. C'est cela qui a sauvé la vie aux quelques millions de rescapés cambodgiens et nulle

autre chose.

Au vu de la situation, il n'y a plus trente-six solutions. Elles se comptent en fait sur les doigts d'une main.

1) si la FORPRONU se retire, même en décrétant une levée unilatérale de l'embargo sur les armes en faveur des Bosniaques. Ceux-ci ne résisteront pas bien longtemps aux attaques des fascistes serbes et croates et Sarajevo tombera en peu de temps comme Srebrenica et Zepa.

Avec comme risque une extension du conflit. Et sa radicalisation, les régimes islamiques les plus réactionnaires (Iran, Arabie Saoudite) qui souhaitent être plus actifs aux côtés des musulmans bosniaques, voire de ceux du Kosovo n'ayant rien à envier à l'intégrisme des nationalistes croates et serbes.

L'indolence des pays occidentaux a laissé craindre une telle dérive. Car il fallait choisir entre l'intervention passive ou active de la FORPRONU - dont la présence devenait chaque jour plus caduque - et la levée de l'embargo précédée du départ des forces d'interposition qui pouvait et peut toujours, le cas échéant, provoquer un emballement du conflit ainsi que son extension à la Macédoine et au Kosovo ;

2) si les grandes puissances reviennent à leur politique d'interposition passive, nous arriverons à un résultat semblable mais qui nécessitera plus de temps pour ce qui est de sa mise en œuvre, diplomatie oblige ;

3) si les grands de ce monde continuent l'utilisation massive de la force contre les fascistes serbes, ce sera peut-être la seule façon d'arrêter les massacres entre milices et armées belligérantes. Néanmoins et nous le voyons bien, l'issue ne fait pas de doute, les Bosniaques devront renoncer à une Bosnie pluriethnique c'est le prix à payer pour cette intervention occidentale. Du reste, l'alliance bosno-croate n'a été possible qu'au prix d'un tel renoncement.

## Les responsabilités des communistes libertaires

Elles sont triples.

1) la première est d'éclairer la population intoxiquée par la médiatisation spectaculaire de la guerre sur les enjeux du conflit, l'informer le plus simplement et le plus rigoureusement possible sur ses causes et sur les responsables de la guerre.

Nous devons combattre l'idée largement répandue dans la population française que cette guerre est une simple guerre entre religions opposant le monde musulman aux chrétiens orthodoxes et catholiques. Une telle idée fait le lit de l'extrême droite.

C'est une guerre pour le pouvoir que convoitent le plus souvent d'anciens bureaucrates titistes dont le virage nationaliste était la seule façon de ne pas perdre pied.

Nous devons dénoncer énergiquement la politique de la France et de l'Union européenne qui disent qu'elles ne sont pas inactives, qu'elles font tout pour que cesse la guerre, qu'elles feront juger les criminels de guerre Mladic et Karadzic (seulement ? et Milosevic, Tudjmann et Boban) alors même qu'elles défendent toujours derrière ce rideau de fumée le partage ethnique de la Bosnie et négocient en sous-main comme le rappelait, en août, le quotidien espagnol *El País*, avec les émissaires de Karadzic.

De même, derrière l'humanitaire ne se cache pas cet humanisme au nom duquel il faut défendre le fédéralisme contre le nationalisme.

Nous devons porter le débat sur l'ex-Yougoslavie dans notre presse et plus largement dans le mouvement social ;

2) ce serait une grande erreur de notre part de faire campagne pour une intervention militaire plus active de la FORPRONU, dans la mesure où, nous venons de le voir, nous ne pouvons nullement influencer sur la finalité d'une intervention.

En revanche, nous devons dire avec le plus de force possible que nous sommes pour une Bosnie pluriethnique, démocratique, fédérale et démilitarisée et que nous sommes pleinement solidaires

de toutes celles et ceux qui sur place défendent ce projet.

Ce sont bien de telles valeurs et un tel projet qu'il faut opposer tant aux fascistes qu'aux manœuvres des grandes puissances ;

3) nous devons ensuite agir solidairement même si notre courant n'existe pas dans l'ex-Yougoslavie. Il existe d'autres médiations : groupes pacifistes et antimilitaristes, groupes de femmes, journalistes indépendant(e)s, syndicalistes ; médiations dans lesquelles il faut s'inscrire. Je ne sais pas si, comme le disent certains camarades nous pouvons contribuer à fédérer les forces qui résistent au nationalisme, mais nous pouvons au moins mieux les identifier, être solidaires et mener certains combats à leur côté.

Sachant que cela se fera dans des collectifs de solidarité qui en France sont majoritairement composés d'interventionnistes sans nuance, ... ce qui n'est pas gênant à partir du moment où la contradiction est acceptée et assumée.

Si nous ne le faisons pas, nous aurons encore moins de chance de pouvoir établir des relations politiques après la guerre qui peut s'arrêter dans un mois comme dans dix ans.

Les ex-Yougoslaves toutes républicaines confondues nous demanderont ce que nous avons fait pour les aider et nous ne pourrions que baisser la tête.

Laurent Esquerre

## RIRE

Né en 1994 de la convergence de militants antimilitaristes venant d'horizons divers, déserteurs, objecteurs de conscience, insoumis, le RIRE (Réseau d'information aux réfractaires) est d'abord un lieu d'échanges et d'action pour tous ceux (individus ou groupes) qui veulent (re)donner à la lutte antimilitariste sa force contestataire.

Opposé à la conscription, civile et militaire, le RIRE soutient et initie des actions de solidarité avec tous les réfractaires à l'armée.

Le RIRE publie enfin un journal bimestriel regroupant le maximum d'informations sur les procès de réfractaires, les luttes, les infos juridiques et historiques, les questions théoriques et stratégiques.

Au sommaire du quatrième numéro (été 95), la campagne d'amnistie pour les réfractaires, l'insoumission en Euskadi, les procès d'Eric Lombrail et Luc Pelletier, un entretien avec J.-F. Blanco (un des avocats des réfractaires).

Pour le recevoir et s'abonner (60 F/6 numéros) : RIRE, 33 rue de la Coustellerie, 13002 Marseille.



# Syndicalisme

## Ça bouge dans la fonction publique

**Nouvelle rubrique dans Alternative libertaire: chaque mois, des militant(e)s d'associations, syndicats ou organisations auront carte blanche pour exprimer leur démarche et leurs luttes. Ce mois-ci, le Syndicat indépendant de la fonction publique.**

**L**e SIFP, Syndicat indépendant de la fonction publique, a été créé en 1987 à la mairie de Nîmes. A l'origine de sa création, il ya bien sûr le contexte général et ce que l'on a appelé la crise du syndicalisme, mais aussi et surtout, un contexte local particulier :

- une mairie gérée par un patron, libéral de choc qui entend «gérer la ville comme une entreprise». Concrètement cela signifie: privatisations, suppressions de services (bains-douches municipaux, Centre de formation des apprentis...), baisse des crédits et dégradation du service public, remise en cause de tous les acquis sociaux du personnel, clientélisme tout azimut, refus de toute concertation, autoritarisme... pour ne citer que quelques aspects de la politique mise en place;

- une direction CGT mairie critique et un conflit à l'intérieur de la CGT qui sera tranché au niveau confédéral par l'exclusion des responsables CGT de la mairie : toute la commission exécutive est liquidée !

- le bilan très négatif de la manière dont les syndicats en place ont mené la lutte contre le retour aux 39 heures avec division syndicale, «débâdada» finale et, en fin de course, un cuisant échec pour l'ensemble du personnel, majoritairement uni dans la lutte.

Le SIFP est né de cette situation, de la rencontre entre militants syndicalistes d'appartenance divers et de non-syndiqués, très actifs dans la bagarre pour défendre les 35 heures ; du refus des structures syndicales existantes ; de la volonté de ne pas capituler et de continuer à se battre ensemble pour défendre nos intérêts, nos revendications et le service public.

Présents aux élections professionnelles de 1989, nous avons obtenu le statut de syndicat représentatif à la mairie de Nîmes et «essaimé» au niveau départemental et régional. Ce rappel de notre histoire désigne les points forts d'une «identité» qui s'est renforcée au fil des luttes et d'une réflexion collective commune. Farouchement indépendants jusqu'à l'insoumission, car nous refusons

toute forme de subordination, nous avons été animés par la volonté de construire, en association avec d'autres, un syndicalisme qui, tout en se réclamant de la tradition et de l'histoire du mouvement ouvrier, intègre dans sa démarche et son fonctionnement les mutations de la société, les changements intervenus dans la relation de l'homme au travail et les exigences de la citoyenneté.

### Pour l'emploi et la solidarité

Au-delà des critiques habituelles faites aux grandes confédérations (rigidité, absence de démocratie, corporatismes...), il nous a paru urgent de redéfinir le rôle et la place du syndicalisme dans une société frappée par l'exclusion, un chômage massif, la disparition de l'emploi salarié ou ses mutations.

En clair, placés en première ligne dans la lutte pour l'emploi et la solidarité, nous pensons que les syndicats ne peuvent se contenter d'intervenir «en défense», que ce soit contre les licenciements, pour les droits et les intérêts des salariés en poste (qui sont des chômeurs et exclus potentiels ou en ignorant ceux qui le sont déjà) ou morceler leur action. Les syndicats ne peuvent continuer à apparaître comme uniquement préoccupés par des intérêts catégoriels, même si ce n'est pas le cas, ni réduire leur action et laisser aux seuls politiques, quels qu'ils soient, la définition de solutions globales qui induisent nécessairement l'émergence d'un projet de société.

Au cœur du débat politique, l'emploi et la solidarité apparaissent comme le pivot de toute recomposition autour d'un «axe revendicatif prioritaire», unissant salariés et chômeurs, centré sur la réduction massive du temps de travail pour «travailler moins pour travailler tous» à partir d'une nouvelle répartition des richesses et des gains de productivité, l'amélioration des conditions de vie et de travail pour un mieux-être individuel, de nouveaux rapports sociaux dans le ser-

vice public ou l'entreprise, vers toujours plus de citoyenneté...

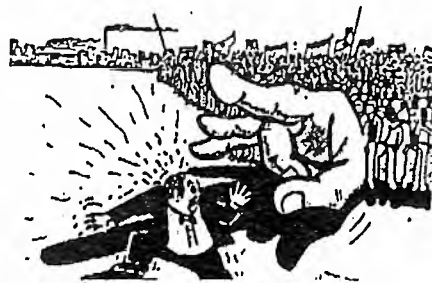
Cette vision du syndicalisme nous a amené à nous associer depuis plusieurs années à la réflexion et à l'action du Groupe de dix (1) et à soutenir AC !

En septembre 94, avec le syndicat local des personnels du Conseil général de la Moselle, nous avons créé la Fédération des syndicats indépendants des collectivités territoriales. Notre profession de foi : construire un pôle syndical qui se fixe pour objectif de défendre les intérêts et droits individuels et collectifs des agents des collectivités territoriales, fonctionnaires et non-titulaires, mais aussi de prendre part, en toute indépendance, à la réflexion et à l'action pour une société garantissant à chacun et à tous plus de justice et de solidarité, le respect des droits fondamentaux de l'homme (droit au travail, au logement, à la santé, à l'éducation, à la culture...).

Aujourd'hui au stade embryonnaire, nous espérons être rejoints par d'autres, individus ou syndicats indépendants, intéressés par une démarche fédérative qu'il s'agit de construire ensemble.

### Un syndicaliste du SIFP

(1) Le Groupe des dix rassemble plusieurs fédérations syndicales autonomes. On y trouve notamment SUD-PTT et le Syndicat national unifié des impôts. Pour en savoir plus : Anne Penelau, service social municipal, 6 rue Charon, 93300 Aubervilliers SIFP, D. Bacha, 7, rue Dorée, 30000 Nîmes. Tél. : 66 76 70 29 SIPDM, Norbert Kremer, BP 1096, 57036 Metz cedex 1.



# Histoire générale du Bund, un mouvement révolutionnaire juif\*

Nous connaissons ce best-seller international des romans d'aventure qu'est la Bible. Seulement nous n'en connaissons que mal la suite. Henri Minczeles nous retranscrit une époque tout aussi passionnante du judaïsme qui se situe entre les années 1850 et 1940 de l'ère vulgaire (après Jésus Christ). Ici les prophètes ne s'appellent pas Moïse, David ou Jérémie mais Arkadi Kremer, Vladimir Médem, Esther Frumkin et le pharaon d'Egypte le tsar de toutes les Russies. Le soleil est remplacé par la neige. Mais les conditions de misère et de marginalité semblent bien similaires malgré les trois millénaires qui les séparent.

Pourtant l'historiographie officielle semble bien amnésique devant cet aspect du judaïsme, peut-être parce qu'il dérange !

Car à travers l'histoire du Bund, mouvement révolutionnaire spécifiquement juif, Minczeles rappelle les conditions sociales, économiques, ethniques, miséreuses, de marginalité et d'exclusion de la quasi totalité des millions de juifs résidant dans l'empire russe.

Il retrace l'engagement du prolétariat juif au côté de la révolution et notamment au travers de sa principale organisation, le Bund. Les chiffres en sont témoins : en 1905, le Bund comptait 33 000 membres, le PPS (Pologne) 23 000, les bolcheviks 13 000.

La lutte contre le pouvoir tsariste, mais aussi sa structuration au travers de ses sections d'autodéfense, a montré son efficacité face aux pogromistes et aux fascistes. Il montre un prolétariat juif non pas «mouton» comme on voudrait nous le faire croire mais comme une «nation sans terre» qui s'est battue pour l'émancipation et l'universalisme, actrice active de la Révolution russe et de la lutte antifasciste.

Ce livre retrace aussi au travers des positionnements du Bund, les affrontements et débats qui se déroulaient autour de la question nationale.

Le Bund a rejeté fermement le sionisme comme une idéologie «petite bourgeoise» et présageait déjà à l'époque des rapports conflictuels avec les Palestiniens.

Le Bund, en faisant le choix de représenter la prolétariat spécifiquement juif tout en se rattachant au prolétariat international, s'est affronté en permanence aux bolcheviques, remettant en cause la volonté d'hégémonie autoritaire et centraliste de Lénine. Le Bund a dénoncé le coup d'Etat bolchevique qui niait le pouvoir des Soviétiques, revendiquant la pluralité démocratique du prolétariat et l'expression «nationale culturelle» des minorités ethniques.

Cette attitude est très enrichissante pour nous, militant(e)s libertaires, car elle nous permet de tirer des enseignements sur le fonctionnement fédéraliste. L'auteur mentionne d'ailleurs l'amitié réciproque entre les libertaires juifs et le Bund.

Cependant l'histoire a tristement tranché de façon réactionnaire, Hitler et Staline ont eu la peau du Bund comme de l'ensemble du judaïsme progressiste d'Europe centrale.

Ce livre a le mérite de remettre «l'épopée du Bund» à sa juste place ; Chapeau M. Minczeles !

\*De Henri Minczeles aux Editions Austral.



## 5 000 ans d'humour juif

Il était clair qu'à force de publier des contributions sur le mouvement libertaire ouvrier juif, l'humour juif devait nous rattraper un jour. C'est chose faite grâce à un de nos amis, Jean-Pierre Gaüzère, qui illustre fréquemment *Alternative libertaire* et qui vient de sévir une nouvelle fois pour l'ouvrage d'Elie Baroukh et David Lemberg, *De Deauville à Jérusalem, 5000 ans d'humour juif*.

La qualité de cette compilation est inégale, le meilleur cotoyant le pire et l'insipide. Mais n'est-ce pas le propre de toutes les traditions humoristiques ? Inutile de s'étendre donc sur les quelques histoires empreintes de religiosité ou flattant les penchants machistes si répandus dans le monde méditerranéen. Il en reste suffisamment pour mettre vos zygomatiques à rude épreuve ou vous émouvoir.

Les personnages emblématiques (la mère juive, le Shnorrrer) (1) y cotoient les figures mythiques (Einstein, Marx Karl mais surtout Groucho, Tristan Bernard et bien sûr Woody Allen).

On ne résiste pas à l'envie de vous en raconter quelques unes et comme il n'est pas possible de donner dans tous les registres, nous terminerons par deux fragments issus du chapitre «délires antisémites».

«En 1933, en Allemagne. A un SS en uniforme qui, s'en sans rendre compte qu'il est juif, lui tient des propos d'un antisémitisme délirant, Helmut Rosenfeld déclare :

- Vous avez raison : il faut nous débarrasser de tous les Juifs et de tous les coiffeurs.

- Pourquoi les coiffeurs ? demande le SS surpris.

- Pourquoi les Juifs ? interroge à son tour Helmut.

Ou encore

«Eichmann, l'un des plus grands criminels nazis, est sur le point d'être exécuté en Israël. Il demande à rencontrer un rabbin :

- Je voudrais me convertir au judaïsme !

- A l'article de la mort ? s'étonne le rabbin.

- Oui. Ça m'en fera un de plus !»

L. E.

(1) Shnorrrers est un mot yiddish qui signifie mendiant.

Elie Baroukh et David Lemberg, *De Deauville à Jérusalem, 5 000 ans d'humour juif*, Editions First, 1995, 129 F.

# Syndicalisme révolutionnaire *Parti socialiste ou CGT* (1905-1914)

Alors que la CGT fête cette année ses 100 ans, l'étude critique de Jean-Pierre Hirou interroge l'identité "syndicaliste révolutionnaire" de la confédération avant la Première guerre mondiale.

**L**a CGT fête ses 100 ans en septembre prochain. Une CGT qui a bien peu de choses à voir avec celle qui vit le jour en 1895. Et il ne faut compter ni sur les médias, ni sur la direction confédérale actuelle pour dire ce que furent les pionniers qui se lancèrent dans la construction de la première organisation de syndicats confédérés du mouvement ouvrier français.

Un aperçu dans la presse cégétiste est de ce point de vue édifiant.

Ainsi, André Narritsens dans *Analyses et documents économiques* s'interroge sur le fonctionnement de la CGT («Regard historique sur les statuts confédéraux, fédéralisme et modes d'organisation et de direction de la CGT», n° 62, décembre 1994) et justifie l'évolution bureaucratique tant sous l'impulsion de Jouhaux que de la direction stalinienne non pas à partir de critères idéologiques mais en arguant de la nécessité d'adapter le mode d'organisation aux évolutions du mode de production capitaliste.

Moins subtile encore, la contribution de Michel Muller (secrétaire général de la FILPAC-CGT, livre) lors d'un récent colloque sur l'histoire de la CGT, nous expliquant que trois courants ont toujours coexisté dans la centrale ouvrière : le réformisme, l'anarcho-syndicalisme et le courant révolutionnaire. Il faut comprendre que l'anarcho-syndicalisme ne saurait revendiquer l'étiquette de révolutionnaire, quant au fameux courant révolutionnaire, il faut lire entre les lignes qu'il s'agit du Parti communiste.

Rien de tout cela dans, *Parti socialiste ou CGT ? (1905-1914)*.

Jean-Pierre Hirou y analyse les contradictions de la CGT dans une période de turbulence marquée notamment par les mouvements de grève pour obtenir la journée de 8 heures en France et la montée du danger de guerre en Europe.

1905 est la date à laquelle se réalise en France l'unification des différents partis et courants se réclamant du socialisme, unification qui donne naissance à la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière) autrement dit le Parti socialiste avec à sa tête les Vaillant, Guesde et Jaurès.

Un parti qui se revendique révolu-

tionnaire et internationaliste mais aussi parlementaire et patriote. Si la phraséologie reprend souvent la geste révolutionnaire la réalité, elle, est moins romantique. Le PS trouve avant tout sa cohésion dans les joutes électorales et s'enflamme lors de la formation d'un gouvernement réactionnaire pour apporter son soutien à d'authentiques représentants de la bourgeoisie en la personne des radicaux.



Un opportunisme qui suscite pour le moins la méfiance du «parti de classe» syndical, la CGT, dominée par une culture d'autonomie et d'indépendance vis-à-vis du patronat et de l'Etat ? Une CGT où se cotoient les révolutionnaires et les réformistes (livre, cheminots).

Si la CGT s'affirme dans un premier temps comme le seul parti révolutionnaire, Hirou rappelle qu'après l'échec de la grève de 8 heures et le retrait progressif des syndicalistes révolutionnaires des instances de direction, elle se fera moins intransigente dans la concurrence qui l'oppose au PS.

Deux autres éléments vont pousser la CGT à se rapprocher du PS : la répression antisindicaliste d'une extrême dureté sous l'impulsion et la montée du danger

de guerre. Ainsi, le langage révolutionnaire qu'il décortique à la loupe ne résiste que très mal à l'épreuve des faits pour déboucher sur le ralliement d'une majorité de militants des deux organisations à l'union sacrée.

Si l'analyse de Jean-Pierre Hirou est très rigoureuse, il aurait gagné à apporter quelques nuances dans sa conclusion où il donne l'impression d'opposer systématiquement militants de bases sincères et dirigeants cédant facilement aux sirènes du pouvoir et de la bureaucratie. Si cela est vrai pour le PS et pour la majorité de la direction cégétiste, cela ne doit pas rejeter dans l'ombre ceux des dirigeants (Monate, Rosmer) qui se sont battus jusqu'au bout contre l'union sacrée et pour la défense des intérêts de classe.

On ne le suivra pas non plus lorsqu'il compare les syndicalistes révolutionnaires d'une manière générale comme des militants jouant «le rôle social de réformistes plus «durs», plus actifs et plus entreprenants dans les mouvements revendicatifs». C'est là aussi un schéma un peu trop englobant qui ne permet pas de appréhender la diversité de la CGT d'avant 1914. A ces quelques réserves prêt, la lecture de l'ouvrage de Jean-Pierre Hirou est utile en cela qu'elle restitue précisément les termes du débat PS/CGT et qu'elle s'interroge sur les fondements de l'identité révolutionnaire en prenant au mot les faits et gestes des révolutionnaires de la belle époque.

L. E.

Jean-Pierre Hirou, *Parti socialiste ou CGT ? (1905-1914)*. De la concurrence révolutionnaire à l'union sacrée. Acratie, 1995, 150 F.





# Coup de gueule

## Intégristes de tous les pays, unissez-vous !

Alors, qu'est-ce que j'apprends ? On veut des droits ? Et sexuels en plus ? Berk, c'est dégoûtant ! Heureusement Jean Paul «Doc Martens» Il et divers intégristes «une croisade, une charia, sinon rien» sont là pour veiller au grain. Pour séparer le bon grain de l'ivraie, et dieu reconnaîtra les siens, etc. Cependant, tout ne va pas si bien dans le beau pays de la religion. Songez qu'au gouvernement nous avons des défenseurs de la famille (modèle un calin-un gamin) dont certains sont membres de l'Opus Dei, qui se rendent à la conférence des femmes à Pékin (ils sont un peu communistes là-bas, faites gaffe) et que la femme même du président y va. D'accord, ça n'a pas l'air d'une grande utilité... mais ça sert de révélateur. D'abord, vous pouvez être partisans des curés et eux sont prêts à l'union... sacrée bien sûr. Et là on voit le genre : voilée, bobonne à la maison qui, quand elles n'accouchent pas d'enfants, les torchent. Sympa, non ? Sinon ? Et bien le tableau n'est pas franchement réjouissant non plus. Vu d'ici - et bien sûr d'ici on distingue mal les détails - la conférence de Pékin ressemblait plus à un thé bourgeois qu'à un congrès de pétroleuses (ce qui est dommage). Les droits des femmes semblent être le droit à être parfaitement assimilées à la société capitaliste. Selon la boutade «les hommes et les femmes seront égaux quand une femme stupide pourra être Premier(e) ministre». Ce que révèle cette phrase c'est l'ampleur de la lutte qu'une femme doit mener quand elle veut se tailler une place dans un

univers profondément masculin. Mais alors entre poule pondeuse et executive woman, il n'y a pas d'espace ? Après «L'homme unidimensionnel» de Marcuse, L'Homme et la femme unidimensionnels ? C'est ce qui est dramatique quand on écoute ce qui ressort, passé au filtre médiatique, de la conférence de Pékin. On a l'impression que, comme le clamait Elizabeth Badinter, il y'a quelques années, «L'un est l'autre».

Il est certain que l'altérité est contreproductive, il est certain que la passion de l'altérité - qui n'est autre que la passion amoureuse (l'Autre n'étant pas forcément du sexe opposé) - ne peut plaire aux curés dans leurs peurs, et qu'elle ne peut plaire non plus aux braves bourgeois lisses et productivistes. Curés et bourgeois sont du même côté du manche, ils tiennent au pouvoir, s'y accrochent, et voudraient que tous et toutes nous fonctionions tête baissée dans le panneau. Ils savent bien que c'est l'altérité qui remet en cause le pouvoir, qui remet en cause la représentation.

Pour finir, une petite phrase de Raoul Vaneigem (un copain de Guy Debord) : «Ceux qui parlent de révolution et de lutte de classes sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre» *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, éd. Folio Essais).

Jules

# Contacts

**Bretagne**  
Groupes de Rennes, Guingamp et Nantes  
CAL 22  
BP 22  
22810 Belle-Isle-en-Terre

**Normandie**  
Groupe de Caen  
CAL c/o CES  
BP 117  
14009 Caen cedex  
Groupes de Rouen  
CAL c/o CES  
BP 32  
76140 Le Petit-Quevilly

**Sud-Ouest**  
Lot-et-Garonne  
Alternative libertaire  
BP 65  
47600 Nérac  
Groupe de Toulouse  
Le Coquelicot  
BP 4078  
31029 Toulouse cedex

**Centre**  
Groupes d'Orléans, Fleury-les-Aubrais  
et de Tours  
Alternative libertaire  
c/o Le Fil du temps  
BP 6403  
45064 Orléans cedex 02

**Rhône-Alpes**  
Vous pouvez rencontrer les camarades d'Alternative libertaire, le lundi de 20h30 à 22h30, au Collectif utilitaire lyonnais.  
CUL : 44, rue Burdeau, 69001 Lyon.  
Tél. : 78 30 98 93

**Région parisienne**  
Groupes d'Evry, Montreuil, Paris XXe, Paris Quartier latin, Paris transport communication, Paris XIIIe-XIVe  
Alternative libertaire  
BP 177  
75967 Paris cedex 20  
Pour Nancy, Marseille, Aix-en-Provence, Carpentras, Nîmes, Laval, Amiens, Auxerre, écrire en région parisienne, nous transmettrons.

## Sommaire

**Luttes** : contre les essais nucléaires  
pages 3-5  
**Social** : haro sur le service public  
pages 6-9  
**Attentats** : la logique de guerre  
pages 10-11  
**Antiracisme** : La FASTI en danger  
page 12

**Ruesta** : bilan de la rencontre  
pages 14-15  
**International** : la situation libanaise  
pages 16-17  
le syndicalisme alternatif italien  
pages 18  
**Mémoire** : le Bund  
page 22

## Alternative libertaire Mensuel

**Abonnement** :  
70 F (10 numéros).  
**Diffusion** :  
120 F (2 exemplaires par numéro) ou  
250 F (5 exemplaires).  
**Soutien** : 200 F.  
**International** : 120 F.  
Chèque à l'ordre d'Agora 2000.  
Abonnement à *Débattre* la revue de réflexion et débat d'Alternative libertaire :  
120 F (10 numéros).  
**Alternative libertaire**,  
BP 177, 75967, Paris cedex 20.